



ALI AOUN S'EST ENGAGÉ DEVANT LA COMMISSION DE L'APN

« 2024 SERA L'ANNÉE DE LA RELANCE DES ENTREPRISES ÉCONOMIQUES PUBLIQUES »

Lire en page 6



EN VUE DE DÉVELOPPER DES SOLUTIONS TECHNOLOGIQUES

ALGÉRIE TÉLÉCOM SATELLITE ET DJEZZY SIGNENT UN PARTENARIAT STRATÉGIQUE

Lire en page 2

L'EXPRESS

QUOTIDIEN NATIONAL D'INFORMATION / MERCREDI 15 NOVEMBRE 2023 // N°683 // PRIX 20 DA // Directeur de la publication : ZAHIR MEHDAOUI

L'ENTITÉ SIONISTE NE SE FIXE AUCUNE LIMITE

ABOMINABLE

Lire en page 4



TOUT EN AFFIRMANT LE SOUTIEN DE L'ÉTAT AUX COUCHES SOCIALES VULNÉRABLES

TEBBOUNE PRESSE LE GOUVERNEMENT DE METTRE EN ŒUVRE LES DÉCISIONS PRISES EN CONSEIL DES MINISTRES

Lire en page 3

AU 3E JOUR DE SA VISITE OFFICIELLE À PÉKIN

SAÏD CHANEGRIHA S'EST RENDU AU SIÈGE DU GÉANT CHINOIS, NORINCO

Lire en page 16



L'AMBASSADRICE DES ETATS UNIS EN ALGÉRIE, ELIZABETH MOORE AUBIN, DÉVOILE :

« WASHINGTON EST PRÊTE À TRANSFÉRER LA TECHNOLOGIE VERS L'ALGÉRIE »

Lire en page 3



MOHAMED ARKAB S'EXPRIME À L'OCCASION DE LA NORTH AFRICA HYDROGÈNE EXHIBITION ET CONFÉRENCE (NAPEC) :

« NOUS ALLONS INVESTIR 14 MILLIARDS DE DOLLARS DANS LE GAZ »

Lire l'article de notre envoyé spécial à Oran, Khaled Remouche en page 16





CONFLIT DU SAHARA OCCIDENTAL :

3E ANNIVERSAIRE DE LA REPRISSE DE LA LUTTE ARMÉE CONTRE L'OCCUPANT MAROCAIN

Il est regrettable et affligeant de dire encore une fois, que le Maroc demeure le dernier pays colonisateur.

C'est dans cette situation que le peuple sahraoui a bouclé hier, la 3e année de la reprise de la lutte armée contre l'occupant marocain, dans un contexte marqué par la détermination de son représentant légitime, le Front Polisario, à intensifier le combat sur le terrain pour arracher l'indépendance du Sahara occidental, dernière colonie en Afrique.

La reprise de la lutte armée a été imposée au peuple sahraoui, suite à la violation de l'accord de cessez-le-feu, en vigueur depuis 1991, par le Maroc, après l'agression, le 13 novembre 2020, de



civils sahraouis qui manifestaient pacifiquement contre l'ouverture par le Maroc d'une brèche illégale dans la zone tampon d'El Guerat, au sud-ouest du

Sahara occidental. Depuis cette date, le Maroc impose un black-out médiatique pour essayer de cacher la réalité de la situation au Sahara occidental.

BEM - BAC 2024

LE MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION DÉVOILE LA DATE DU DÉBUT DES INSCRIPTIONS

Le ministère de l'éducation nationale a révélé la date du début des inscriptions aux examens de fin de cycle moyen et secondaire pour la session 2024.

Dans un communiqué publié ce lundi, le ministère a précisé que le début des inscriptions aux examens du BM et du BAC débuteront le 21 novembre prochain à partir du 8h00.

Le ministère de l'éducation invite tous les étudiants, scolarisés dans les établissements d'enseignement public et privés et leurs parents, y compris les étudiants de l'École nationale secondaire des Arts, qui verra cette année la candidature de la première promotion aux examens du baccalauréat, ainsi que les candidats libres, que les inscriptions s'effectuent le mardi 21 novembre 2023, à huit heures (08h00) du matin, et se prolonge jusqu'au jeudi 21 décembre 2023, minuit (00h00)", lit-on dans le communiqué.

FERMETURE TEMPORAIRE DE L'AUTOROUTE EST-OUEST

La Gendarmerie nationale a annoncé hier, l'arrêt temporaire de la circulation dans les deux sens sur l'autoroute est-ouest dans sa partie reliant les communes de Sétif et El Alma.

Un message publié hier, sur la page « My Way » de la plateforme « Facebook » indique que la fermeture temporaire de la route se fera exacte-

ment au niveau de la municipalité de Qalta al-Zarqa, à partir de dix heures (10h00) le matin en raison du passage de câbles électriques.

La circulaire confirme que des membres du peloton routier de la Gendarmerie nationale étaient sur place à Alma, afin d'alerter les usagers de la route et de faciliter la circulation.

IL S'ÉTALERA JUSQU'AU 16 NOVEMBRE OUVERTURE DU « FORUM DES JEUNES ENTREPRENEURS »

En marge de la Semaine mondiale de l'entrepreneuriat, le Conseil algérien de renouveau économique (CREA) organise un forum des jeunes entrepreneurs, à partir d'hier, jusqu'au 16 novembre, au Centre international de congrès Abdellatif Rahal de la capitale. Un communiqué du Conseil explique que cet événement, intitulé : « L'entrepreneuriat au cœur du renouveau économique algérien », marquera l'activation d'une rencontre entre le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, et les opérateurs économiques impliqués dans le chemin de développement. Le forum verra également la participation du ministre de l'Economie de la connais-

sance, des Émergences et des Petites Entreprises, Mahdi Yassin Walid, du ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, Kamal Badari, outre des hommes d'affaires, de jeunes entrepreneurs et plusieurs experts dans le domaine.

Le forum sera ouvert par le président du Conseil de renouveau économique, Kamal Mawla, suivi d'un discours du ministre de l'Economie de la connaissance, Yassin Mehdi Walid, et d'un discours du ministre de l'Enseignement supérieur, Kamal Badari, en plus de l'organisation d'ateliers animés par des experts sur plusieurs sujets liés aux bases de l'entrepreneuriat, à la protection juridique des projets, au financement et à d'autres sujets d'intérêt pour les jeunes entrepreneurs volontaires, en incarnant ses ambitions et ses idées sur le terrain.

BURKINA FASO :

AU MOINS 70 CIVILS TUÉS PAR DES INCONNUS DANS LE CENTRE-NORD

Au moins 70 civils, essentiellement des enfants et des personnes âgées, ont été tués le 5 novembre courant par des inconnus dans le village de Zaongo, commune de Boala située dans la région du Centre-nord du Burkina Faso, a annoncé lundi soir, le procureur de cette région Simon B. Gnanou, dans un communiqué. Le procureur a expliqué que les premiers résultats des constata-

tions ont permis de "dénombrer provisoirement 70 personnes tuées, essentiellement constituées d'enfants et de personnes âgées (hommes et femmes) et de concessions incendiées ou partiellement détruites". "La suite des investigations à travers notamment l'audition des parents des victimes et des blessés permettra de préciser le nombre

exact de morts, de blessés et éventuellement de personnes disparues", a-t-il indiqué.

Il a soutenu qu'à l'étape actuelle des constatations et des témoignages recueillis, "les auteurs de ces atrocités demeurent pour le moment, inconnus", ajoutant que "les investigations se poursuivent pour leur identification".

EN VUE DE DÉVELOPPER DES SOLUTIONS TECHNOLOGIQUES

ALGÉRIE TÉLÉCOM SATELLITE ET DJEZZY SIGNENT UN PARTENARIAT STRATÉGIQUE

L'opérateur de télécommunications satellitaires Algérie Télécom Satellite et l'opérateur de Téléphonie Mobile Djazzy ont le plaisir d'annoncer la conclusion d'un partenariat portant sur l'échange d'un ensemble de services innovants entre les deux entreprises. La cérémonie de signature s'est déroulée ce lundi 13 novembre en marge du Salon NAPEC North Africa en présence de Monsieur Sellahi Yassine, Président-directeur général d'ATS et de Monsieur Mahieddine Allouche Directeur général de Djazzy ainsi que des cadres des deux sociétés. Ce partenariat a pour objectif de développer une coopération solide et bénéfique, dans la perspective d'une convergence d'intérêts mutuels et communs pour les deux parties et vise notamment à mettre à profit les compétences et l'expertise de chacun dans l'amélioration perfectible des solutions et services technologiques proposés et conçus pour le marché algérien. A cette occasion, Monsieur Sellahi Yassine a déclaré : « À l'heure actuelle, bon nombre d'entreprises sur le territoire natio-

nal utilisent déjà nos solutions et services. Nous sommes ravis de poursuivre notre développement en collaborant cette fois-ci avec un partenaire comme Djazzy, qui veut se doter de ce qui se fait de mieux en matière de télécommunications satellitaires afin de répondre efficacement aux besoins exprimés d'une clientèle toujours plus exigeante ». Et d'ajouter : « dans le cadre de la mise en œuvre de sa politique d'amélioration continue, ATS a contracté ce partenariat en vue de diversifier son offre et fournir à l'ensemble de ses clients des solutions et services de qualité, réaffirmant ainsi sa volonté de parfaire et d'améliorer davantage le panel de ses services ». De son côté, Monsieur Mahieddine Allouche a indiqué : « ce partenariat marque une étape importante dans notre engagement à fournir des services de télécommunications de haute qualité aux entreprises et aux institutions. En combinant les forces de Djazzy et d'Algérie Télécom Satellite, nous sommes déterminés à offrir des solutions technologiques innovantes pour répondre aux besoins spécifiques de nos clients professionnels ». Et d'ajouter : « cet accord avec ATS représente une opportunité supplémentaire pour renforcer davantage notre présence commerciale au sein du marché algérien pour lequel nous ambitionnons d'améliorer continuellement la qualité. R.E

L'EXPRESS

Quotidien national d'information

édité par la

SARL ADRA COM

Adresse : Maison de la presse Abdelkader safir,
02 Rue Farid Zouiouache,
Kouba, Alger

Tel/FAX Administration
et publicité: 023.70.99.92

DIRECTEUR
DE LA PUBLICATION:

ZAHIR MEHDAOUI

zahir.mehdaoui1969@gmail.com

Email:

redaction@express-dz.com

Site Web:

www.lexpressquotidien.dz

/ TEL/FAX: 023.70.99.92

Directeur
de l'administration
et des finances
NOURDINE BRAHMI
Service-pub@lexpressquotidien.dz

Impression SIA
Alger Bab Ezzouar

**«POUR VOTRE PUBLICITÉ
S'ADRESSER À:
L'Entreprise Nationale
de communication d'Édition
et de Publicité» Agence
ANEP 01, Avenue Pasteur Alger**

Tel : 021 73 71 28 / 021 73 76 78
/ 021 74 99 81

Fax : 021 73 95 59

Email : agence.regie@anep.com.dz
Programmation.regie@anep.com.dz

TOUT EN AFFIRMANT LE SOUTIEN DE L'ETAT AUX COUCHES SOCIALES VULNÉRABLES

Tebboune presse le gouvernement de mettre en œuvre les décisions prises en Conseil des ministres

Le chef de l'Etat a insisté, dans ses orientations, sur la nécessité d'intensifier la consultation entre les membres du gouvernement sur les décisions ayant un impact sur les équilibres macro-financiers de l'Etat, de consacrer davantage la valeur du travail avec la préservation des métiers et de l'artisanat, créateurs de richesse et d'emplois, d'augmenter la cadence de réalisation des programmes et d'engagements restants,...

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a présidé hier une réunion du Conseil des ministres consacrée à deux projets de loi, le premier relatif à la pension alimentaire et le deuxième au règlement budgétaire pour l'exercice 2021, en sus d'exposés portant sur la transition numérique en Algérie et la situation des stations de traitement des eaux usées, indiqué un communiqué de la Présidence de la République.

A cours de cette réunion, le chef de l'Etat a donné une série d'orientations. Il a ainsi demandé au gouvernement de mettre en application, avec

la plus grande célérité, les décisions prises en Conseil des ministres.

Cela concerne les décisions qui n'ont pas été mises en œuvre ou celles dont l'application a été retardée, car, a-t-il souligné, la non application des engagements de l'Etat aura un grand impact sur nos concitoyens.

De même, le président de la République a exhorté le gouvernement à éviter les promesses exagérées loin des engagements pris envers le peuple algérien. Tebboune a par ailleurs affirmé le maintien du soutien de l'Etat aux classes vulnérables et moyennes, en préservant le

pouvoir d'achat, et en établissant des programmes de logement, toutes formules confondues.

Il s'agit là d'une priorité dont le but est de préserver la dignité des citoyens et de faciliter leur vie. Il a par ailleurs enjoint au gouvernement de faire montre de vigilance en ce qui se rapporte à la dilapidation des deniers publics et à la consommation de budgets supplémentaires non inscrits aux programmes définis, au moment où des parties de ces programmes sont en attente d'exécution.

Le chef de l'Etat a également insisté, dans ses orientations, sur la nécessité d'intensifier

la consultation entre les membres du gouvernement sur les décisions ayant un impact sur les équilibres macro-financiers de l'Etat, de consacrer davantage la valeur du travail avec la préservation des métiers et de l'artisanat, créateurs de richesse et d'emplois, d'augmenter la cadence de réalisation des programmes et d'engagements restants, notamment dans les secteurs de l'Education nationale et de l'Economie de la connaissance, des Start-up et des Micro-entreprises.

A l'occasion de cette réunion du Conseil des ministres, l'accent a été aussi mis sur la transition numérique en Algérie et sur la situation des stations de traitement des eaux usées.

Ainsi, un important projet a été approuvé, celui de la mise en place d'une base de stockage et de protection des données électroniques (Data Center), confiée à la société chinoise Huawei.

Le Conseil des ministres a également approuvé le marché de réalisation de la voie ferrée Tindouf-Béchar, avec le lancement immédiat des travaux par l'Agence nationale d'études et de suivi de la réalisation des investissements ferroviaires (ANESRIF), la société nationale COSIDER et l'entreprise chinoise CRCC.

Youcef S

RÉUNION REPRÉSENTANTS DU CULTE MUSULMAN-EMMANUEL MACRON

CHEMS-EDDINE HAFIZ DÉPLORE UNE «VRAIE CONFUSION» ENTRE «ISLAMISME» ET «ISLAM»

Les actes d'islamophobie auront atteint en France, un seuil déplorable. Aussi, l'occasion était propice pour les responsables de la Grande Mosquée de Paris pour dire au président français les choses en face.

Présent à la réunion entre les représentants du culte et Emmanuel Macron, Chems-Eddine Hafiz déplore une «vraie confusion» entre «islamisme» et «islam».

Au sortir d'une réunion entre Emmanuel Macron et les représentants du culte à l'Élysée, initiée par le président «dans le prolongement de l'appel à l'unité de la Nation et la fraternité qu'il a lancé dans sa lettre aux Français» et alors que les actes antisémites sont en forte hausse depuis la guerre à Gaza, le 7 octobre, le recteur de la Grande mosquée de Paris, Chems-Eddine Hafiz, appelle une nouvelle fois ce lundi à ne pas faire «d'amalgame» avec les musulmans. Lors de l'entrevue avec le président de la République, «j'ai rappelé que nous sommes dans un moment extrêmement difficile où l'émotion, malheureusement, prime souvent sur le reste», explique Chems-Eddine Hafiz, avant d'ajouter: «Aujourd'hui, il ne faut pas que ce mois soit celui de l'amalgame entre musulmans, terroristes, etc.»

Le recteur de la Grande mosquée de Paris déplore une «vraie confusion» dans la distinction entre islamisme et islam, regrettant un «déchaînement de déclarations contre les musulmans». Lors de la réunion, «j'ai assené avec énormément de force que l'islam et les musulmans ne peuvent pas être antisémites. Et que l'antisémitisme ne passera pas par les mosquées de France», explique-t.

I.Med Amine/avec bfmv.com

L'AMBASSADRICE DES ETATS UNIS EN ALGÉRIE, ELIZABETH MOORE AUBIN, DÉVOILE :

«Washington est prête à transférer la technologie vers l'Algérie»

L'ambassadrice des Etats-Unis en Algérie, Elizabeth Moore Aubin, a affirmé lundi, que les entreprises américaines sont intéressées pour venir investir dans plusieurs secteurs en Algérie, tels que les énergies renouvelables, le traitement de l'eau, la santé et l'agriculture. En effet, Elizabeth Moore Aubin a déclaré dans un communiqué de presse en marge de l'ouverture de la 11ème édition du Salon et Conférence nord-africaine de l'énergie et de l'hydrogène et de l'hydrogène (NAPAC) 2023 à Oran : «Outre les secteurs des hydrocarbures, du pétrole et du gaz, les

entreprises américaines sont intéressées à investir dans plusieurs domaines tels que les énergies renouvelables, le traitement de l'eau, la santé et l'agriculture». Elle a également indiqué que les entreprises américaines sont «prêtes à transférer des technologies vers l'Algérie», estimant que «l'Algérie dispose de nombreuses opportunités d'investissement». La diplomate américaine a souligné que Washington s'emploie à doubler les échanges commerciaux et les investissements industriels américains en Algérie.

I.Med Amine

UN LARGE CONSENSUS AU SEIN DU COMITÉ CENTRAL L'A MIS EN ORBITE

Abdelkrim Benmbarek plébiscité à la tête du FLN

Comme annoncé par l'Express le premier jour du 11e Congrès, c'est Abdelkrim Benmbarek qui a eu haut la main le dernier mot, presque sans aucun concurrent sérieux.

La vieille garde était out, Baadji a préféré jetté l'éponge, et ne restait que quelques rares concurrents qui ont dû, au dernier moment, se rendre à l'évidence : la nouvelle vague du FLN a large-

ment choisi son nouveau patron, et il s'agira désormais de Abdelkrim Benmbarek. Dans les détails, le FLN a clôt donc, lundi, tard dans la soirée, son 11e Congrès avec le plébiscite du militant Abdelkrim Benmbarek en tant que nouveau secrétaire général du parti du Front de libération nationale (FLN).

Le nouveau secrétaire du FLN a bénéficié d'un large soutien des tous les mili-

tants du parti, ce qui témoigne de l'aura dont il jouit au sein des instances dirigeantes. Militant de longue date, il a été exclu des instances du parti injustement, mais a pu remonter la pente et redevenir l'homme fort du parti. Avant le vote qui a placé haut Benmbarek, les membres du Comité central (CC) du parti du Front de libération nationale (FLN) ont été élus, lundi au troisième jour des travaux du

11ème Congrès du parti tenus au Centre international de Conférences «Abdellatif-Rahal». La liste des 351 membres du CC a été approuvée par les délégués du congrès. Le Comité central est la plus haute instance du parti durant l'entre-deux-congrès, et est responsable devant le Congrès et chargée de l'élection du SG du parti pour un mandat de 5 ans.

Par Fayçal Oukaci

FRONT DE LIBÉRATION NATIONAL

Plus qu'un parti, une institution politique nationale

Le FLN est plus qu'un parti, c'est le moteur de la politique en Algérie, par son poids, son expansion et son histoire, et reste de ce fait, le pilier et l'épine dorsale de l'Etat algérien et de sa pérennité.

Le FLN c'est également une expansion exceptionnelle dans tous les azimuts : syndicats professionnels, corporations de métiers, unions estudiantines, associations féminines et mouvement associatif, car le FLN est plus fort encore par le biais de ses appendices. Depuis une dizaine d'années, le FLN a perdu de son aura et sa crédibilité, si l'on excepte les bons scores mais pas aussi convaincants que ceux dus surtout à cette expansion dont nous parlions, mais a pût maintenir sa

place privilégiée. Mis en faillite politique par le hirak de février 2019 (qui ne se souvient pas du fameux slogan («FLN dégage !»), le parti a remonté la pente et revenu sur la scène politique nationale comme une formation incontournable, car entre-temps, le fonds électoral algérien avait tout le loisir de constater la déchéance de la classe politique et son poids négligeable sur la scène. Le FLN, sous Abdelkrim Benmbarek aura pour mission d'impulser plus de puissance dans la vie politique et d'être plus pesant sur l'échiquier national. Les premiers propos du nouveau SG du FLN sont symboliques de cet état d'esprit. Il a largement parlé de la Palestine, de Gaza, égratigné l'entité sioniste, se proje-

tant sur la scène internationale, comme il a toujours su le faire, pour faire entendre la voix de l'Algérie et s'inscrire dans les fondamentaux de la politique étrangère du pays. En attendra de ce fait, de Abdelkrim Benmbarek d'être celui qui remettra le parti sur les rails qui sont les siens, car il est le parti le plus imposant tant dans les assemblées élues communales et wilayaes qu'au Parlement. Au niveau interne du parti, Benmbarek s'est dit confiant quant à la capacité du FLN de retrouver la place qui est la sienne sur la scène politique, se disant prêt «à développer sa formation et à œuvrer à répandre la culture de réconciliation». Le nouveau secrétaire général du FLN a réaffirmé, à

l'issue de son plébiscite, le soutien de sa formation au programme du président de la République, Abdelmadjid Tebboune, étant convaincu que «les hautes autorités politiques ont la clairvoyance et la vision nécessaires pour relancer le développement». Dans son allocution à l'occasion de son intronisation, Benmbarek a salué le programme du président de la République, réaffirmant «le soutien de sa formation et son adhésion à sa vision». Le nouveau SG du FLN a appelé à «soutenir les dirigeants politiques du pays, notamment en la conjoncture actuelle qui exige l'unification des rangs et la mobilisation de toutes les énergies».

I.M.Amine

L'ENTITÉ SIONISTE NE SE FIXE AUCUNE LIMITE

ABOMINABLE

Le directeur général du ministère de la Santé à Gaza a indiqué que « des bébés prématurés meurent hors de leur couveuse à cause du manque d'oxygène et de l'absence d'approvisionnement en carburant ».

Par ailleurs, le porte-parole de l'Office de secours et de travaux des Nations unies pour les réfugiés de Palestine au Proche-Orient (UNRWA), Kazem Abu Khalaf, a indiqué hier que la situation à Ghaza était « très difficile » suite aux agressions sionistes continues, ajoutant que la bande de Ghaza avait besoin de tous types d'aides, notamment le carburant après la mise hors service de 25 hôpitaux. Dans une déclaration à l'APS, Kazem Abu Khalaf a fait savoir que le nombre de victimes dans la bande de Ghaza avait dépassé les 11.000 martyrs et a fait 24.000 blessés, avec plus de 3.000 disparus, selon les données du ministère palestinien de la Santé. Il a rappelé que 70% des victimes étaient des enfants, des femmes et des personnes âgées. Il a en outre rappelé que le bilan très lourd parmi les enfants pendant l'agression sioniste contre Ghaza a dépassé le nombre d'enfants morts dans les conflits à travers le monde depuis 2019. « La moyenne du bilan quotidien des victimes est de 125 enfants, 85 femmes et 20 personnes âgées », a-t-il dit. « Un grand nombre de disparus, dont des enfants, sont toujours sous les décombres et il est difficile de les retirer, faute d'engins et de moyens », a-t-il ajouté. « A l'Agence, nous faisons face à l'incapacité de répondre aux besoins du grand nombre de personnes déplacées au niveau de nos 154 structures dans la bande de Ghaza, qui abritent environ 790 000 réfugiés ». « Soixante (60) des installations de l'agence ont été endommagées suite aux bombardements directs et indirects, qui ont fait 60 morts et 588 blessés parmi les personnes déplacées vers les centres de l'UNRWA », a-t-il poursuivi rappelant qu'il y a des femmes enceintes au niveau des centres de l'agence et qui peuvent accoucher à tout moment ». En outre, l'ONU a rendu lundi un hommage mondial en mémoire de ses dizaines de collaborateurs tués dans la guerre entre l'entité sioniste et le Hamas à Gaza. Le drapeau bleu et blanc des Nations unies a également été baissé à Bangkok, Tokyo et Pékin. A Genève, deuxième plus grand centre des Nations unies après celui de New York, les drapeaux de l'ONU ont également été mis en berne dans la matinée. Par ailleurs, l'agression sioniste dans la ville de Tulkarem et son camp de réfugiés a causé hier des destructions massives dans les rues, les infrastructures et les propriétés des citoyens palestiniens, rapporte l'agence Wafa. Après 15 heures consécutives d'agression, les citoyens palestiniens ont inspecté le vandalisme, les destructions, le ravage des rues, des canaux d'eau, d'électricité et les démolitions des parties des maisons et des installations.



Des dizaines de voitures palestiniennes ont été endommagées par les véhicules de l'occupation. En outre, les bulldozers de l'occupation ont détruit une rue sur l'entrée du sud de la ville, et plusieurs rues dans la ville. Le bulldozer de l'occupation a également démoli le monument de l'Arc et de la Clé du Retour, ainsi que les deux mémoriaux des martyrs Hamza Kharyoush et Samer Al-Shafi'i dans le quartier Muraba'a Hanoun du camp. Et le bilan des victimes s'alourdit. Hier, le ministère de la santé a annoncé l'augmentation du nombre des martyrs à 11451 depuis le début de l'agression sioniste contre le peuple palestinien dans la bande de Gaza et en Cisjordanie occupée et environ 31700 blessés. Dans son rapport quotidien, le ministère, cité par l'agence palestinienne a affirmé qu'il y a une grande accélération du nombre des martyrs, depuis trois jours, en raison de la détérioration des services dans les hôpitaux.

Parmi les martyrs, il y a 4630 enfants, 3130 femmes, et 682 personnes âgées

En outre, il y a plus de 3250 civils palestiniens qui sont toujours portés disparus sous les décombres, y compris 1700 enfants. 202 personnels médicaux ont été tués lors de bombardements israéliens, ainsi que 36 ambulanciers et 200

blessés des équipes médicaux. 55 ambulances ont été dévastées et ne fonctionnent plus, en raison de la poursuite du ciblage israélien du secteur de santé dans la bande.

25 hôpitaux sur un total de 35 sont hors services, ainsi que 52 cliniques, en raison des bombardements. Des milliers de centaines de citoyens palestiniens du nord de la bande de Gaza ont été obligés à déplacer vers le sud de la bande pour rester en vie. Dans l'hôpital d'Al-Shifa, 32 patients ont été tués, y compris trois bébés, en raison du manque de carburant et du siège imposés par les véhicules militaires de l'occupation. Il a souligné que les médecins sont toujours obligés de pratiquer des opérations sans anesthésie, y compris pour les blessés des bombardements et les femmes qui accouchent par césarienne. Depuis le 7 octobre dernier, les autorités d'occupation ont empêché les patients de quitter la bande de Gaza pour se faire soigner dans les hôpitaux de Jérusalem et dans les territoires palestiniens, y compris 2 000 patients atteints de cancer. Le ministère de la Santé a déclaré que la défense civile avait soulevé la question de la décomposition des corps sous les bâtiments détruits, au milieu des missions de sauvetage limitées, ce qui soulève des préoccupations humanitaires et environnementales, soulignant que les

agences humanitaires et leurs employés ont fait face à de grandes limitations dans la fourniture d'aide humanitaire en raison de l'agression continue, des restrictions de circulation, des pénuries d'électricité, de carburant, d'eau et de médicaments. Le Croissant-Rouge palestinien a annoncé une réduction du nombre de véhicules d'ambulance qu'il exploite, et toutes les agences humanitaires et leur personnel ont été confrontés à de grandes limitations dans la fourniture d'aide humanitaire, les partenaires humanitaires ne pouvant pas accéder en toute sécurité aux personnes dans le besoin et aux entrepôts où les fournitures d'aide sont stockées. Le ministère a ajouté que 117 000 personnes ont été déplacées, en plus des personnels médicaux et sanitaires, et que des milliers de patients résidaient dans des établissements de santé. Il a également mentionné qu'il y a 1.5 millions de citoyens qui sont déplacés dans la ville de Gaza et environ 690 400 citoyens dans 149 qui vivent dans des établissements de l'UNRWA. 121,750 citoyens sont également hébergés dans des hôpitaux, des églises et d'autres bâtiments publics, environ 99,150 dans 82 écoles non affiliées à l'UNRWA, et les 600 000 autres personnes déplacées sont hébergées par des familles d'accueil, 150 000 citoyens ayant déménagé dans des centres d'hébergement ces derniers jours à la recherche de nourriture et de services fondamentaux. 15% des déplacés forcés ont un handicap, la plupart des centres d'hébergement ne sont pas suffisamment équipés pour répondre à leurs besoins, et une catastrophe sanitaire est en vue avec des déplacements massifs et des abris surpeuplés. Environ 276 000 unités résidentielles ont été complètement détruites, 222 000 autres ont été partiellement détruites, 15 centres médicaux et 51 cliniques ont été bombardées, 221 écoles ont été détruites, y compris 38 qui sont complètement dévastées. En outre, 50 établissements de l'UNRWA ont été détruits, 7 églises ont été endommagées et 73 mosquées ont été également détruites, par les bombardements israéliens violents. Avec agences

Chargé par le Président de la République, Attaf en visite de travail au Royaume-Uni

Chargé par le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, le ministre des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger, Ahmed Attaf entame hier une visite de travail au Royaume-Uni (Grande-Bretagne et Irlande du Nord), a indiqué un communiqué du ministère rendu publique hier. Le communiqué ajoute : lors de cette visite qui s'inscrit dans le cadre de la tenue de la 2e session du dialogue stratégique algéro-britannique, il sera question de l'examen des perspectives de consolidation des relations bilatérales sous leurs

différents aspects, sécuritaire, politique, économique et culturel, outre les questions régionales et internationales d'intérêt commun, notamment les derniers développements de la situation au Moyen-Orient et dans le continent africain. Et de souligner : « le programme de cette visite prévoit également plusieurs rencontres bilatérales avec les responsables britanniques, ainsi qu'une rencontre avec les hommes d'affaires, en présence du Lord Richard Risby, envoyé spécial du Premier ministre britannique chargé de la promotion du partenariat

économique avec l'Algérie, outre une réunion multipartite, en prélude de l'adhésion de l'Algérie au Conseil de sécurité" à partir du 1er janvier prochain ». A cette occasion, M. Attaf animera une conférence à l'Institut britannique "Chatham House" sur la situation au Sahel, le rôle joué par l'Algérie dans l'instauration de la sécurité et de la stabilité et sa contribution au développement économique dans cet espace du voisinage. Il rencontrera également des représentants de la communauté nationale établie au Royaume-Uni. Y. B.

JOURNÉE MONDIALE DU DIABÈTE

Relancer le Plan national de lutte contre les facteurs de risque des maladies chroniques

Le chef du service Médecine interne au CHU Ferhat Abbas à Sétif, Pr Rachid Malek, a salué les efforts consentis par les pouvoirs publics en vue d'améliorer la prise en charge du diabète qui se propage "à grande échelle" ces dernières années, appelant à relancer le Plan national de lutte contre les facteurs de risque des maladies chroniques.

En dépit de l'amélioration de la prise en charge de cette maladie, Pr Malek a souligné, la veille de la célébration de la Journée mondiale de lutte contre le diabète (14 novembre), l'impératif d'inscrire de nouveaux médicaments à la nomenclature de médicaments destinés au traitement de cette maladie qui est désormais qualifiée "de pandémie par l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS), vu sa propagation à travers le monde", et de renforcer les unités qui soignent les pieds diabétiques.

Quant à la sous-directrice de la Prévention contre les maladies non transmissibles au ministère de la Santé, Dr Djamilia Nadir, a confirmé la redynamisation de la commission sectorielle de lutte contre ces maladies en 2022, en sus de son évaluation en 2023 dans le cadre de la coopération avec l'OMS en Algérie, et ce, "en vue de for-



muler des recommandations quant au plan national de lutte intégrée contre les maladies métaboliques".

Cette opération s'inscrit, a-t-elle ajouté, dans le cadre des efforts consentis par l'Etat en vue d'améliorer la qualité de vie des diabétiques et

d'autres maladies chroniques, et ce, en célébration de la journée mondiale de lutte contre le diabète, sur la nécessité d'exercer une activité sportive et de suivre une alimentation saine. Le président de l'Association des diabétiques de la wilaya d'Alger,

Fayçal Ouahda, pour sa part, a mis en avant la nécessité de lutter contre l'obésité qui prend, selon lui, "des proportions alarmantes, en tant que facteur à l'origine de plusieurs maladies chroniques dangereuses". De son côté, Pr Samia Zekri, spécialiste en médecine interne au sein de l'établissement public hospitalier (EPH) de Birtraria et en formation en matière d'éducation thérapeutique, a affirmé que la célébration, chaque année, de la Journée mondiale de lutte contre le diabète, "vise à aider et à assister les diabétiques sur les façons de vivre avec la pathologie".

Elle a, en outre, estimé que l'enregistrement de 4 millions de diabétiques en Algérie est "un fardeau très lourd" pour l'Etat au double plan socio-économique, d'autant que cette pathologie entraîne d'autres graves complications.

R.N./ avec APS

EXPOSITIONS

Plus de 230 entreprises au Salon international des travaux publics

La 19e édition du Salon international des travaux publics (SITP) a été ouverte mardi au Palais des expositions des Pins maritimes (Alger) avec la participation de plus de 230 entreprises nationales et étrangères. Inaugurée par le ministre des Travaux publics et des Infrastructures de base, Lakhdar Rekhroukh, qui était accompagné du ministre turc des Transports et des Infrastructures, Abdulkadir Uraloglu dont le pays et l'invité d'honneur de cette édition, ainsi que des plusieurs membres du gouvernement et du corps diplomatique accrédité en Algérie. Lakhdar Rekhroukh a souligné que ce Salon constituait "une occasion pour évaluer les avancées du secteur de tra-

vaux publics et une opportunité pour les entreprises de réalisation et d'études d'établir des partenariats et des échanges fructueux en adéquation avec les technologies nouvelles que connaît le secteur". Il a dans ce sens émis le souhait de voir cette manifestation constituer "un cadre de coopération et de partenariat fructueux et utile, dans une approche nouvelle associant start-ups, centres de recherches et des technologies, et universités". Rappelant la dimension stratégique importante des projets structuraux lancés notamment dans la réalisation des voies ferrées, le ministre a indiqué que le pays s'est renforcé, dans le cadre de la concrétisation de divers programmes

de développement, d'un réseau routier de 141.716 km dont 8.896 km d'autoroutes et pas moins de 11.642 ouvrages d'art. Le ministre a souligné, à cette occasion, que le pays disposait de 4.700 km de voies ferrées exploitables, un réseau appelé à s'accroître pour atteindre 6.500 km à la réception du programme en cours de réalisation et 15.000 km à l'horizon 2030. Dans ce sillage, le ministre a mis en avant les projets de voies ferrées dédiées au transport du phosphate depuis la mine de Djebel Onk et Bled El-Hadba à l'Est du pays et celles du transport du fer brut depuis le gisement de fer de Gara Djebilet à l'Ouest du pays.

R.N./ avec APS

NUMÉRISATION

L'Autorité de régulation des hydrocarbures lancement une plateforme des autorisations d'investissements

L'Autorité de régulation des hydrocarbures a lancé une plateforme de prise en charge de l'étude des autorisations d'investissements dans les hydrocarbures, a appris l'APS, hier, auprès de son directeur, Rachid Nadil.

En marge de la 11ème édition du Salon professionnel international des secteurs de l'énergie et des hydrocarbures à l'échelle méditerranéenne et africaine "NAPEC 2023", qui se poursuit pour la deuxième journée consécutive au Centre des conventions "Mohamed

Benahmed" d'Oran, M. Nadil a déclaré que "l'objectif de cette plateforme est de faciliter la prise en charge de ces autorisations", soulignant que "l'Autorité de régulation des hydrocarbures accompagne les investisseurs dans leurs opérations".

Le même responsable a indiqué que "l'Autorité de régulation des hydrocarbures déploiera ses efforts à travers cette plateforme pour réduire les délais d'étude des dossiers d'autorisations à quelques jours (2 ou 3 jours)", signalant

que "cette autorité œuvre à l'accompagnement des investisseurs nationaux et étrangers".

Cette plateforme numérique devra créer un contact direct avec les opérateurs économiques, dira le même responsable, ajoutant que l'autorité de régulation a adopté plusieurs autres facilitations, convergeant vers le même objectif, qui est d'augmenter l'investissement dans le domaine des hydrocarbures.

R.N.

GENDARMERIE NATIONALE DÉCOUVERTE D'UN ABATTOIR ILLÉGAL POUR VOLAILLES À SAOULA (ALGER)

Les éléments de la Gendarmerie nationale ont découvert un abattoir illégal pour volailles à Saoula (Alger), et procédé à l'arrestation de 3 individus, outre la saisie d'une quantité de viande de dinde impropre à la consommation, a indiqué hier un communiqué des services de la GN. "Agissant sur informations faisant état d'un abattoir illégal pour volailles (dinde) à Saoula, les éléments de la GN ont procédé à la perquisition des lieux dont le propriétaire ne disposait d'aucun document autorisant l'exercice de cette activité", précise le communiqué. L'opération a permis l'arrestation de "trois individus et la saisie de 1.030 kg de viande de dinde, et deux réfrigérateurs en panne", ajoute le communiqué de la GN.

Après avoir fait appel aux services vétérinaires, "il s'est avéré que la viande saisie n'était pas propre à la consommation". Après parachèvement des procédures légales en vigueur, le propriétaire de l'abattoir a été présenté devant le procureur de la République près le tribunal de Boufarik, conclut le communiqué.

R.N.

ONILEV

DÉSTOCKAGE DE 30.000 TONNES DE POMME DE TERRE DESTINÉES À LA CONSOMMATION

L'Office national interprofessionnel des légumes et des viandes (ONILEV) a entamé, mardi, le déstockage de 30.000 tonnes de pomme de terre destinées à la consommation, a indiqué, hier mardi, un communiqué de l'office. "En application des directives du ministère de l'Agriculture et du Développement rural, l'Office national interprofessionnel des légumes et des viandes (ONILEV) a commencé, à partir du 14 novembre 2023, le déstockage de 30.000 tonnes de pomme de terre destinées à la consommation", lit-on dans le communiqué.

ACCIDENTS DE LA CIRCULATION

21 MORTS ET 1374 BLESSÉS EN UNE SEMAINE

Vingt et une (21) personnes ont trouvé la mort et 1374 autres ont été blessées dans 1208 accidents de la circulation, enregistrés durant la période du 5 au 11 novembre à travers le pays, indique, hier mardi, un bilan hebdomadaire de la Protection civile. Le bilan le plus lourd a été enregistré dans la wilaya de Mila où deux (02) personnes sont décédées et 40 autres ont été blessées dans 30 accidents, précise la même source. Durant la même période, les équipes de secours de la Protection civile ont effectué 1450 interventions pour procéder à l'extinction de 1026 incendies, urbains, industriels et autres, dont les plus importants ont été enregistrés dans les wilayas d'Alger (157 incendies), Blida (74) et Annaba (48). Les secours de la Protection civile ont également effectué 4669 interventions pour le sauvetage de 291 personnes en situation de danger et l'exécution de 3912 opérations diverses.

R.N.

SELON LA BANQUE D'INVESTISSEMENT GOLDMAN SACHS

PRÉVISIONS D'UNE MEILLEURE PERFORMANCE DE L'ÉCONOMIE MONDIALE EN 2024

Les crises ont ravagé l'économie mondiale en 2023, au point que le pessimisme est devenu que l'année prochaine ne sera qu'une mauvaise prolongation de l'année en cours, voire pire. C'est la conclusion de la plupart des institutions mondiales qui ont prévu le tableau, mais une voix récente témoigne de l'optimisme concernant l'année qui ne nous sépare plus, à seulement 45 jours environ, et cette voix vient de «Goldman Sachs», la banque d'investissement américaine, qui s'attend à ce que l'économie mondiale se redresse. Les économistes de la banque sont convaincus que le travail difficile est terminé, dans un récent rapport portant le même titre, "Macro Expectations 2024: The Hard Part is Over", dans lequel il affirme que le PIB mondial devrait croître de 2,6 % l'année prochaine, contre 2,1 % en moyenne annuelle par rapport aux attentes des économistes interrogés par l'agence Bloomberg. Les prévisions de Goldman Sachs concernant la croissance du PIB en 2024 sont plus optimistes que celles de ses pairs, mais elle semble fonder son pari sur ses attentes correctes antérieures, car ses analystes s'attendaient dans le passé à ce que la croissance américaine surperforme ses pairs des marchés développés. Concernant la croissance de l'économie mondiale en 2023, les résultats ont en fait dépassé leurs attentes, avec l'amélioration des marchés du travail et du taux de chômage (0,5 % de moins que le niveau d'avant la pandémie), qui s'est manifestée même dans certains pays à grandes économies qui ont connu une très faible croissance du produit intérieur comme la zone euro. La banque américaine semble convaincue que l'inflation s'apaise dans les économies du G10 et des marchés émergents, en déclarant : «Nous ne pensons pas que le dernier kilomètre de la lutte contre l'inflation sera particulièrement difficile... L'offre et la demande de biens sont devenues plus importantes. La baisse de l'inflation des matières premières se déroule et devrait se poursuivre pendant la majeure partie de 2024, et l'inflation de l'immobilier devrait diminuer de manière significative.»

Le plus important, selon Goldman Sachs, est que l'équilibre entre l'offre et la demande sur le marché du travail continue de s'améliorer, et que l'écart entre les emplois et les travailleurs, qui est mesuré par les opportunités d'emploi moins les chômeurs, tend à diminuer partout, en s'attendant à une poursuite de la tendance à la baisse de l'inflation en 2024, en particulier l'inflation de référence de 3 % actuellement à une moyenne comprise entre 2 et 2,5 % dans l'ensemble du G10 (à l'exclusion du Japon), ce qui serait globalement conforme aux objectifs d'inflation des banques centrales des marchés les plus avancés d'ici fin 2024.

R. E.

ALI AOUN S'EST ENGAGÉ DEVANT LA COMMISSION DE L'APN

«2024 sera l'année de la relance des entreprises économiques publiques»

Le ministre de l'Industrie et de la Production pharmaceutique, M. Ali Aoun, a affirmé, lundi à l'Assemblée populaire nationale (APN), que l'année 2024 sera l'année de la relance du secteur des entreprises économiques publiques, à travers la mise en œuvre d'une stratégie basée sur la bonne gouvernance et la relance des unités à l'arrêt.

S'exprimant lors d'une séance d'audition tenue par la Commission des affaires économiques, du développement, de l'industrie, du commerce et de la planification à l'APN, Ali Aoun a présenté un exposé de constats sur la réalité du secteur et ses perspectives.

Le ministre de l'Industrie a évoqué, à cette occasion, les problèmes et les retards cumulés par le secteur des entreprises économiques publiques depuis des années, affirmant que «l'année 2024 sera l'année de la renaissance de ce secteur, à travers un programme ambitieux qui adopte une nouvelle stratégie basée sur l'amélioration de la performance, la bonne gestion des entreprises économiques publiques et la levée des obstacles qui les entravent». Aoun a rappelé dans le même contexte que le secteur industriel public est constitué de 11 groupes et holdings, 182 entreprises, et une entreprise spécialisée dans l'analyse et la prospective, ainsi qu'une université industrielle. Quant aux indicateurs économiques du secteur jusqu'à août 2023, le



ministre a précisé qu'ils font état de «la poursuite de la reprise des holdings et des groupes industriels, contre la fragilité de certains groupes et sociétés et une faiblesse à répondre aux exigences du marché et à se mettre au diapason de la compétitivité». Concernant la stratégie de développement du secteur public, issue du programme et des orientations du Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, le ministre a précisé que cette stratégie repose sur trois principaux axes, à savoir la réorganisa-

tion du secteur public marchand et industriel, la gouvernance des entreprises économiques publiques (EPE), la levée des obstacles sur les EPE à l'arrêt et dont le nombre s'élève à 31 entreprises et la relance des EPE et des unités à l'arrêt et dont le nombre est de 51 entreprises. Abordant le secteur de l'industrie pharmaceutique, Ali Aoun a fait savoir que l'industrie locale des produits pharmaceutiques couvre environ 68% des besoins selon les statistiques à fin 2022 et devra atteindre un taux de 70% fin

2023, indiquant que 3.327 médicaments sont produits localement sur un total de 4.544 médicaments enregistrés sur la nomenclature nationale des médicaments. Le ministre a imputé la pénurie de certains médicaments et produits pharmaceutiques à plusieurs facteurs, dont essentiellement la spéculation, les problèmes de distribution et le manque de coordination entre les secteurs, précisant que la solution consiste en l'élargissement de la production locale.

R. E.

SONATRACH

Hachichi installe les nouveaux Vice-Présidents du groupe



Le Président Directeur Général du Groupe Sonatrach, Rachid Hachichi a présidé hier la cérémonie d'installation des nouveaux Vice-Présidents du groupe pétrolier national. Ainsi, il a été procédé à l'installation de Djettou Farid, en qualité de Vice-Prési-

dent de l'Activité Exploration & Production, Malki Youcef, en qualité de Vice-Président de l'Activité Transport par Canalisation, Amara Youcef, en qualité de Vice-Président de l'Activité Liquéfaction & Séparation ; Slimani Slimane, en qualité de Vice-Président de l'Activité Raffinage & Pétrochimie, Mayouf Belkacem, en qualité de Vice-Président de l'Activité Commercialisation, Attalah Djamel, en qualité de Vice-Président en charge des Finances, Laraba Fayçal, en qualité de Vice-Président en charge de la Stratégie, Planification & Economie, et enfin Ounoughi Ferhat, en qualité de Vice-Président en charge du Business Développement & Marketing. Le Pdg de Sonatrach a félicité, à cette occasion, les nouveaux Vice-présidents et les a assurés de son soutien. Il a également présenté sa feuille de route dans laquelle il a mis l'accent sur les principales actions de développement à initier de manière prioritaire, en vue de maintenir la position de SONATRACH en tant que locomotive de l'économie nationale et de renforcer sa position en tant qu'Entreprise leader à l'échelle régionale et mondiale dans le domaine de l'énergie.

M.H.

TÉLÉCOM

Accord de partenariat entre Algérie Télécom Satellite et Djezzy

L'opérateur public de télécommunications Algérie télécom satellite (ATS) et l'opérateur de téléphonie mobile Djezzy ont signé un accord de partenariat portant sur le développement de solutions technologiques et l'échange de services innovants, a indiqué hier un communiqué d'ATS. La cérémonie de signature s'est déroulée lundi en marge du Salon NAPEC North Africa,

en présence du Président directeur général d'ATS, Sellahi Yassine, et du directeur général de Djezzy, Mahieddine Allouche, et de cadres des deux entreprises. Le partenariat en question a pour objectif de «développer une coopération solide et bénéfique, dans la perspective d'une convergence d'intérêts mutuels et de mettre à profit les compétences et l'expertise de chacun

dans l'amélioration perfectible des solutions et services technologiques proposés et conçus pour le marché algérien», souligne le communiqué. A cette occasion, Sellahi Yassine s'est félicité que «de nombreuses entreprises sur le territoire national utilisent les solutions et services d'ATS», exprimant son engagement à «poursuivre» son développement en collaborant avec un partenaire

comme Djezzy. De son côté, Mahieddine Allouche a indiqué que ce partenariat «marque une étape importante dans notre engagement à fournir des services de télécommunications de haute qualité aux entreprises, en offrant des solutions technologiques innovantes pour répondre aux besoins spécifiques de clients professionnels».

R. E.

FORMATION PROFESSIONNELLE

17 conventions signées avec les partenaires du secteur à Annaba

Le ministre de la Formation et de l'Enseignement professionnels, Yacine Merabi, a présidé, lundi à Annaba, une cérémonie de signature de 17 conventions entre son secteur et des partenaires opérant dans de nombreux domaines d'activité.

La cérémonie de signature s'est déroulée à l'hôtel Sheraton-Annaba, en marge d'une visite de travail du ministre dans la wilaya d'Annaba où il a inspecté des unités industrielles et plusieurs établissements relevant de son département ministériel. Les conventions signées, qui portent sur les secteurs de l'industrie, du tourisme, des services, du transport, des grands travaux et de l'hydraulique, prévoient l'ouverture d'opportunités de formation et d'apprentissage au profit des stagiaires des structures de formation de la wilaya d'Annaba, au cours de l'année de formation 2023-2024 avec, notamment des opportunités de formation au sein du complexe sidérurgique d'El Hadjar et de l'entreprise Ferroviaire de fabrication d'équipements ferroviaires qui offrent plus de 500 postes d'apprentissage. D'autre part, le ministre a également présidé une cérémonie symbolique de remise de contrats de travail à un groupe de diplômés des



structures de la formation professionnelle dans des activités liées au tourisme et aux services hôteliers. Lors de sa visite dans la wilaya d'Annaba, M. Merabi a aussi présidé une journée portes ouvertes sur les spécialisations de la formation professionnelle à travers la plateforme numérique "Tasyir" (gestion), lancée dans le cadre de la transformation numérique menée par le secteur. Au cours de cette rencontre interactive,

organisée au siège de la wilaya d'Annaba et retransmise par visioconférence dans les différentes directions de la formation et de l'enseignement professionnels des wilayas du pays, des responsables concernés ont expliqué la stratégie de numérisation menée par le secteur, et qui s'appuie, comme l'a souligné M. Merabi, sur "une gouvernance transparente, fondée sur données reflétant les perfor-

mances réelles du secteur, en plus d'offrir des possibilités de lancement de services numérisés pour les candidatures et la mise à jour des services pédagogiques de formation". Dans le cadre de cette stratégie, a ajouté le ministre, la plateforme "Tasyir" a été lancée pour traiter des différents aspects liés à la gestion administrative, financière et pédagogique des établissements de formation. "Tasyir" représente également, a encore souligné le ministre, un moyen de communication avec les différents partenaires afin de répondre à leurs besoins en main-d'œuvre qualifiée. A l'occasion de sa visite à Annaba, M. Merabi a également visité, au sein du complexe sidérurgique d'El Hadjar et de l'entreprise Ferroviaire, des ateliers dédiés à l'apprentissage, ces deux entreprises accueillant annuellement plus de 500 apprentis qui y acquièrent des connaissances pratiques relatives, notamment, aux métiers de l'industrie. **Avec APS**

GUELMA : LES BASSINS D'IRRIGATION, UNE ALTERNATIVE FIABLE AUX DÉFICITS PLUVIOMÉTRIQUES

La wilaya de Guelma mise de plus en plus, ces dernières années, sur la réalisation de bassins d'irrigation, considérés comme un moyen efficace pour lutter contre le manque d'eau dû au déficit pluviométrique. Cette tendance à la mise en place de bassins d'irrigation intervient après l'aggravation du stress hydrique, associé aux changements climatiques qui ont provoqué, dans cette wilaya, l'assèchement des cours d'eau et la baisse du niveau du barrage de Bohamdane (Hammam Debbagh), ce qui a privé, ces trois dernières années, le périmètre agricole de la moyenne annuelle de 20 millions de m³/an qui l'irriguaient. Une situation qui a entraîné une baisse significative des différentes productions agricoles, notamment celles des céréales, de la tomate industrielle et de certains autres légumes. Le directeur de wilaya des services agricoles (DSA), Rachid Rehamnia, a souligné que cet état de fait, de par ses répercussions négatives sur le secteur agricole, a incité les professionnels du travail de la terre à réfléchir aux meilleurs moyens pour stocker l'eau de pluie et exploiter les eaux souterraines à travers la réalisation de bassins d'irrigation agricole et autres ouvrages d'emménagement de ressources hydriques, tout en remplaçant les systèmes d'irrigation traditionnels par des moyens plus efficaces. Le même responsable, relevant que la wilaya compte actuellement plus de 30 bassins d'irrigation agricole répartis dans différentes communes, notamment Bouati-Mahmoud, Nechmaya, Belkheir, Tamlouka et Ain Ben Beïda, a précisé que les capacités de ces bassins sont «importantes» mais varient d'une structure à l'autre, ce qui fait, a-t-il expliqué, qu'il existe des bassins relativement petits, d'une capacité allant jusqu'à 5.000 m³, et d'autres plus grands, pouvant stocker jusqu'à 70.000 m³. Rehamnia a également indiqué que la demande de réalisation de bassins d'irrigation en géomembrane (membrane d'étanchéité artificielle comprenant des membranes bitumineuses épaisses), et de fonçage de puits profonds connaît une dynamique accélérée, boostée par les mesures prises par les pouvoirs publics dans le cadre de l'accompagnement des agriculteurs pour les aider à faire face au phénomène du stress hydrique. Il a également affirmé que 2024 sera «l'année, par excellence, de l'expansion de l'utilisation des bassins d'irrigation». Le DSA a déclaré, dans ce contexte, que la structure qu'il dirige effectue, de concert avec la direction des ressources en eau et divers organes administratifs liés au dossier de l'irrigation agricole, un «grand travail» d'information et de sensibilisation auprès des propriétaires fonciers agricoles afin de les familiariser avec les facilités mises en place des moyens de pompage et de stockage d'eau en acquérant des «équipements d'irrigation avancés». Il a souligné, à ce propos, que les services agricoles ont dénombré plus de 10 nouvelles demandes pour la mise en place de bassins d'irrigation en géomembrane «dans des exploitations agricoles-pilotes ou même dans des exploitations privées». Selon le même responsable, la mise en place de bassins d'irrigation et l'intérêt grandissant qu'ils suscitent seront un facteur important du développement du secteur agricole dans la wilaya et mettront cette région «à l'écart des répercussions du changement climatique, en assurant des quantités importantes d'eau à travers toutes les étapes du parcours technique des différentes filières agricoles, ainsi que pour fournir de l'eau au bétail et aux volailles». **R. R.**

Une centrale électrique en projet à Mostaganem: vers l'autosuffisance énergétique !

Le wali de Mostaganem, Ahmed Bou-douh a effectué une visite au projet de la centrale électrique en construction dans la zone de Sonacter, a indiqué la cellule de communication de la wilaya. Ce projet, qui s'étend sur une superficie imposante de 40 hectares, est en passe de devenir la première centrale nationale de production d'électricité en Algérie. Les autorités locales ont exprimé leur enthousiasme quant à l'impact positif qu'aura cette installation sur l'approvisionnement énergétique du pays. La centrale s'annonce comme un pilier stratégique pour l'approvisionnement électrique des wilayas avoi-

sinantes, notamment Oran et Mascara, ainsi que pour le réseau national. Avec une capacité de production impressionnante de 1450 mégawatts, le projet devrait contribuer significativement à répondre à la demande croissante en énergie.

Lors de la visite, le wali a pu constater de près l'avancement des travaux, actuellement estimé à 80%. Des explications détaillées sur les différentes phases du projet ont été fournies par les responsables sur place, démontrant une planification méticuleuse et une exécution efficace. Il a souligné l'importance du respect des échéances fixées pour la

mise en service du projet, tout en exprimant sa disponibilité à surmonter tout obstacle éventuel afin de garantir le succès de cette entreprise nationale. Outre l'aspect technique et économique, le projet a également un impact social significatif. Actuellement, il emploie 1500 travailleurs, un chiffre qui devrait atteindre 2500 avec la mise en service complète de la centrale. Le wali a insisté sur l'importance d'impliquer la main-d'œuvre locale dans cette aventure, soulignant ainsi l'engagement en faveur de la création d'emplois au niveau régional. **R.R.**

Blida: l'innovation et l'artisanat, deux facteurs de développement

Une réunion cruciale du conseil exécutif de la wilaya de Blida, présidée par le wali, Ibrahim Ouchen, a été tenue pour examiner dans le détail plusieurs points essentiels, notamment les résultats de la cellule de suivi des doléances, le secteur de l'environnement et le développement du tourisme et de l'artisanat, a indiqué la cellule de communication de la wilaya. Le délégué local du médiateur de la République a présenté un bilan de son activité, mettant en lumière les résultats de la cellule de suivi des doléances. Dans le bilan il est fait part des préoccupations citoyennes qui n'ont pas encore reçu de réponse des différentes administrations publiques. Le wali a souligné «l'importance d'une réponse rapide et efficace aux doléances des citoyens», affirmant

«l'engagement de la wilaya à traiter ces préoccupations». L'environnement a été également au cœur des discussions avec une présentation du directeur du secteur. Les points saillants incluent la maintenance des espaces verts, notamment du parc urbain du 1er-Novembre 1954 Bahli à Soumaâ ainsi que des projets novateurs dans le domaine de l'assainissement, de la gestion des déchets hospitaliers et de la collecte des déchets ménagers. Le wali a donné des directives pour «assurer une collecte régulière des déchets et éliminer les points noirs» Le directeur du tourisme et de l'artisanat a présenté une évaluation du potentiel touristique de la wilaya, mettant en avant «les établissements existants et les projets en cours d'une capacité d'accueil

estimée à 975 lits et pouvant créer 375 emplois». De plus, des projets touristiques en cours comprennent la construction de 8 nouvelles structures hôtelières et d'hébergement, «offrant une capacité de 1.043 lits et générant 314 nouveaux emplois». Ces projets s'inscrivent dans le cadre du développement du tourisme avec un accent particulier mis sur les zones d'expansion touristique situées dans les municipalités de Chiffa, Hammam Melouane et Bouinane. «La mise en avant des opportunités d'investissement touristique», a été soulignée. De plus, le secteur de l'artisanat, fort de 11.473 artisans, a été mis en avant, «reflétant la richesse et la diversité de ce secteur clé». **R.R.**

E MONDIALE

POURRAIT PROVOQUER UN DOUBLE HAUSSE DES MATIÈRES PREMIÈRES

de capital total de Ghaza. L'opération a entraîné une baisse de 85 % du capital qui avait survécu à l'opération

ductive de Ghaza s'est donc effondrée. La baisse du stock de capital a freiné la croissance, limité la croissance de l'investissement et enraciné la pauvreté et la corruption. À l'égard de l'aide internationale, le Fonds. Au total, 80 % de la population dépend de l'aide internationale. En 2021, selon les chiffres de l'OCDE, l'aide internationale s'élevait à 2,2 milliards de dollars, principalement de l'agence des Nations Unies pour les réfugiés palestiniens (1,2 milliard de dollars), du Qatar (273 millions de dollars) et des institutions européennes (259 millions de dollars).

Le gouvernement palestinien a reçu 1,2 milliard de dollars d'aide budgétaire de la Banque mondiale et 300 millions de dollars de l'Union européenne pour des projets de développement. Le montant de l'aide a fortement baissé, passant de 2,2 milliards de dollars (27 % du PIB) en 2021 à 1,2 milliard de dollars (moins de 3 % du PIB) en 2022, comme le relève la Banque mondiale.

Le chômage est le lot quotidien des Palestiniens. Entre 2006 et 2022, note la Banque mondiale, la population active a augmenté de 15,5 millions de personnes et le nombre de chômeurs de 15,7 millions. Le taux de chômage est passé de 34,8 à 45,3 %. La population âgée de 25 et 34 ans, le chômage culmine à plus de 60 %.

INVESTISSEMENT ÉCONOMIQUE EN CHINE PÈSERA LA CROISSANCE DE L'AFRIQUE SUBSAHARIENNE

Le rôle du pays dans l'économie mondiale chinoise est en train d'évoluer. L'impact de la pandémie a des répercussions sur la croissance et l'investissement. Le lien noué des liens économiques proches entre les pays d'Afrique subsaharienne et la Chine au cours des 20 dernières années et est devenu un partenaire commercial de la Chine. La Chine achète un cinquième des exportations de la région (métaux, minerais et produits manufacturés) et fournit la plupart des équipements manufacturés que les pays africains importent. Cependant, la reprise économique en Chine a récemment fléchi et a entraîné un ralentissement du secteur de l'investissement et d'une baisse de la demande de produits manufacturés, alors que la croissance chinoise marque également le pas.

Le ralentissement du rythme de croissance en Chine pourrait réduire la croissance de la région d'environ 0,25 point de pourcentage d'ici un an, selon les dernières projections économiques régionales. Pour les pays producteurs de pétrole, comme l'Angola et le Nigeria, la perte pourrait être de 0,5 point de pourcentage en moyenne. Les répercussions du ralentissement de l'économie chinoise sur les prêts souverains accordés à l'Afrique subsaharienne, qui sont tombés sous le milliard de dollars l'année dernière, ont atteint leur plus bas en près de vingt ans. La baisse marque l'abandon d'investissements importants dans les infrastructures, les services publics et les pays africains sont aux prises avec une dette publique croissante. Les prêts de la Chine accordés à la région ont diminué rapidement dans les années 2000, la Chine a augmenté dans la dette publique extérieure de l'Afrique subsaharienne passant de 17 % avant 2005 à 17 % en 2021.

La Chine est le plus grand prêteur officiel pour les pays de la région. Cepen-

dant, la part de la dette envers la Chine reste relativement faible, à un peu moins de 6 % de la dette publique globale de la région, principalement attribuable à cinq pays : l'Angola, le Cameroun, le Kenya, le Nigeria et la Zambie.

En raison d'une fragmentation géoéconomique qui se fait de plus en plus sentir, les pays d'Afrique subsaharienne devront s'adapter au ralentissement de la croissance et à la diminution des engagements économiques de la Chine en renforçant leur résilience, notamment en développant le commerce intra-africain et en reconstituant des volants de sécurité, entre autres par le biais de réformes de la politique fiscale et d'une administration des recettes plus efficace.

Les efforts visant à diversifier l'économie des pays africains sont également essentiels pour soutenir la croissance future. La forte demande de minerais pour soutenir le développement des énergies renouvelables pourrait permettre aux pays de nouer de nouvelles relations commerciales et de renforcer leurs capacités de transformation locales. Les pays peuvent améliorer leur compétitivité en créant un climat des affaires favorable, en investissant dans les infrastructures et en approfondissant les marchés financiers intérieurs. Le FMI a averti que la situation à Ghaza pourrait faire grimper l'inflation, alors que les banques centrales poursuivent leur lutte pour la réduire.

Lors d'une conférence de presse à Bruxelles, Alfred Kammer, directeur du département européen du FMI, a annoncé que l'inflation pourrait partir à la hausse. " Cette situation a déjà eu un impact sur les prix de l'énergie, ce qui pourrait entraîner une hausse de l'inflation en Europe de manière plus générale", a-t-il indiqué, lors d'une réunion qui coïncidait avec la publication du nouveau rapport du FMI sur les perspectives économiques régionales pour l'Europe.

Alfred Kammer explique que "l'impact initial sur les prix du pétrole s'est maintenant complètement inversé. Nous avons constaté une augmentation des prix du gaz naturel de 10 %. Le conflit a eu jusqu'à présent un impact limité sur les économies européennes en ce qui concerne les prix. L'impact futur dépendra de la durée et de l'intensité du conflit au Moyen-Orient".

"S'il se poursuit comme nous le voyons, l'impact restera limité sur l'Europe. En ce qui concerne les prix de l'énergie, quelque chose s'est produit, mais pas de manière spectaculaire", ajoute-t-il.

Les investisseurs continuent donc de surveiller attentivement l'évolution des prix en raison des conséquences d'une hausse potentielle des prix du pétrole sur la lutte contre l'inflation.

UNE "CROISSANCE PLATE" EN 2023 ET UNE "REPRISE TERNE" EN 2024

Lors de la réunion à Bruxelles, Alfred Kammer a également été questionné sur la possibilité d'une récession technique dans la zone euro. "Nous ne prévoyons pas de récession dans la zone euro dans nos projections. Nous prévoyons une croissance stable en 2023 et une reprise timide en 2024", assure-t-il. Il a également noté que le continent avait surmonté la pandémie de COVID-19 et résisté mieux que prévu au choc énergétique provoqué par la guerre. "La croissance ralentit cette année, en partie parce que les banques centrales ont relevé les taux d'intérêt pour lutter contre l'inflation élevée provoquée par les chocs énergétiques et alimentaires. L'inflation a été maîtrisée et la majeure partie de l'Europe ne devrait pas entrer en récession", affirme-t-il. Alfred

Kammer a également noté des vents contraires à la croissance économique, notamment la fragmentation géoéconomique et les prix élevés de l'énergie. "Ceux-ci s'ajoutent à des vents contraires plus anciens, liés à la faible croissance de la productivité et au vieillissement de la main-d'œuvre. Les transitions verte et numérique posent des défis supplémentaires. Tout cela survient alors que les amortisseurs budgétaires ont été épuisés", précise-t-il.

Ces défis constituent les principaux thèmes des nouvelles "Perspectives économiques régionales pour l'Europe du FMI", publiées le mercredi 8 novembre.

"Les perspectives pour l'Europe sont celles d'un atterrissage en douceur, avec une baisse progressive de l'inflation. La croissance dans l'ensemble de la région devrait ralentir à 1,3 % en 2023, contre 2,7 % l'année dernière, et s'améliorer à 1,5 % en 2024. Au sein des économies européennes avancées, les économies axées sur les services se redresseront plus rapidement que celles dont le secteur manufacturier est relativement plus important, qui sont confrontées à une faible demande extérieure et sont plus exposées aux prix élevés de l'énergie", indique le rapport du FMI.

De même, le rapport indique que les économies de marché émergentes européennes connaîtront une légère reprise en 2024. Toutefois, l'ampleur de cette reprise variera d'un pays à l'autre en fonction de l'intensité énergétique de la production, de l'orientation du secteur des services et, en particulier pour les pays les plus à l'est, de la perturbation des relations commerciales avec la Russie.

Le rapport souligne également que la politique monétaire approche de la fin du cycle de resserrement (un relèvement des taux et la diminution des liquidités constituent une politique de resserrement monétaire), et qu'un assainissement budgétaire modéré est prévu pour 2023, avec une accélération en 2024.

"Bien que la robustesse de l'économie américaine constitue un soutien important à la demande mondiale, le ralentissement de l'activité en Chine, les chocs supplémentaires sur les prix des produits de base et la matérialisation des risques pour la stabilité financière constituent d'importants risques de baisse de la croissance.

Le resserrement de la politique monétaire a augmenté les coûts du crédit et affaibli les bilans immobiliers des ménages et des entreprises. Même si les réserves de capitaux des banques sont saines, elles pourraient être mises à rude épreuve dans un scénario défavorable", souligne également le rapport.

En outre, le FMI annonce que la reprise prévue des revenus réels et "des marchés du travail encore solides" ralentiront le rythme de la désinflation - et a ajouté que la plupart des pays ne devraient pas atteindre leurs objectifs en matière d'inflation avant 2025.

"Une croissance soutenue des salaires nominaux supérieure à l'inflation et aux taux de croissance de la productivité constitue un risque majeur pour la désinflation, en particulier dans les économies de marché émergentes européennes. L'inflation pourrait s'enraciner, ce qui nécessiterait un resserrement supplémentaire de la politique et pourrait conduire à une stagflation", précise aussi le rapport.

LE FMI VEUT AUGMENTER LES QUOTAS DE CHAQUE ÉTAT DE 50%

Le FMI a annoncé mardi 7 novembre que son Conseil d'administration avait validé une proposition visant à augmenter de 50% les quotas distribués aux États à l'occasion de la prochaine revue en la matière, qui doit intervenir à la fin de ce

Il s'agit de la première étape du processus qui vise à augmenter les quotas, une volonté exprimée par le Fonds ainsi que les États membres lors des dernières réunions annuelles du FMI et de la Banque mondiale (BM). "Un FMI bien financé est essentiel pour protéger la stabilité financière et pour répondre aux besoins potentiels des États membres dans un monde incertain et confronté aux chocs", a déclaré la directrice générale du Fonds, Kristalina Georgieva, citée dans le communiqué. La hausse des quotas devrait s'accompagner d'une baisse des ressources issues des emprunts, afin de "maintenir les capacités actuelles d'emprunt du FMI", ajoute le communiqué. Concrètement, une augmentation des quotas passe par une augmentation du capital du Fonds, qui passe par une hausse de l'argent mis à disposition par les États, au prorata de leur part au capital de l'institution.

Les quotas représentent un élément important pour les États dans l'accès au financement en provenance du FMI car la capacité de prêt du FMI pour chacun d'entre eux est corrélée à la part de quota qu'il détient. Mais les quotas représentent également les droits de vote à disposition pour chaque État membre. Ils sont donc distribués plus largement aux économies avancées qu'aux pays émergents ou en développement. La difficulté est que dès lors, les économies avancées sont en droit de disposer de plus de fonds issus du FMI, alors qu'ils n'en n'ont pas le plus souvent la nécessité. Cela bloque ces fonds qui ne peuvent être redistribués vers les pays dans le besoin.

Des ONG et plusieurs pays émergents et en développement militent ainsi pour une redistribution des quotas en leur faveur, qui permettrait d'augmenter la capacité de financement du FMI à leur égard. Mais une telle idée est pour l'heure rejetée par les principaux actionnaires du Fonds car elle remettrait en cause également la répartition des droits de vote au Conseil d'administration, en leur défaveur.

LE FMI MAINTIEN SES RESSOURCES FINANCIÈRES À PLUS DE 1.000 MILLIARDS DE DOLLARS

En décidant d'une augmentation de 50 % des capitaux propres de l'institution, le conseil d'administration ne fait que maintenir en l'état sa force de frappe financière. L'augmentation de capital du FMI est destinée à faire face au remboursement des prêts qu'une quarantaine d'États lui avait accordé pour 3 ans en 2020. Le conseil d'administration du Fonds s'est contenté de valider l'augmentation de 50 % des quotas distribués aux États membres de l'institution de manière proportionnelle. Cette proposition sera examinée par le Conseil des gouverneurs d'ici à la fin de l'année.

Ces ressources qui servent de base aux prêts du Fonds proviennent de trois sources différentes. La première (360 milliards de dollars) est constituée de ces quotes-parts ou quotas qui représentent le poids de chacun des pays membres dans le capital du Fonds. Les États-Unis pèsent 17,4 %, le Japon 6,5 %, l'Allemagne 5,6 % et la France 4,2 %. La Chine, elle, dispose de 6,4 % des quotas. Les deux autres ressources proviennent des prêts accordés par des États, de manière multilatérale (485 milliards de dollars) ou bilatérale (188 milliards). Les quotas déterminent le montant que chaque pays peut emprunter auprès du FMI si besoin. Les pays riches disposent donc de plus de marge de manœuvre que les pays émergents et en développement.

Par Amel B et Agences

TUNISIE

A SFAX, UN CENTRE DE SOINS POUR TORTUES DE MER EN DANGER

Rose s'élançait vers le large dans l'est de la Tunisie. Cette tortue d'une vingtaine d'années vient de quitter le centre de premiers soins des tortues marines de Sfax qui offre une seconde chance à son espèce, menacée par la surpêche, la pollution et le changement climatique. Depuis la création du centre en 2021, près de 80 tortues y ont été traitées avant d'être relâchées en mer. Ce centre s'est fixé trois objectifs : la protection, la recherche et la sensibilisation. Depuis, ce sont les pêcheurs qui apportent les Caretta Caretta blessées, reconnaissables à leur énorme tête. En Afrique du Nord, c'est le seul établissement de soins pour la tortue Caouanne, ou Caretta Caretta de son nom scientifique. Au moins 10 000 Caretta Caretta sont chaque année attrapées dans les filets de pêcheurs du Golfe de Gabès, signe d'une forte présence de cette espèce dans la zone, en dépit d'une activité industrielle et chimique intense. Grâce à la campagne, les habitants consomment de moins en moins ces espèces. Certaines tortues prennent le nom de leurs sauveteurs comme Hamadi, un mâle de 46 kg et plus de 20 ans, qui vient d'arriver au centre, ou Ayoub, un fragile bébé tortue, nourri à la seringue par les soignants. Outre les soins aux tortues blessées, le Centre suit, avec des balises, leurs mouvements migratoires.

In Africanews

NIGERIA

Un magnat de la banque investit 500 millions de dollars dans une université

Le patron de la première banque nigérienne en termes d'actifs contribuera lui-même à l'enseignement et à l'encadrement des étudiants. Il fera également appel à certains des plus grands entrepreneurs du pays, dont le milliardaire Aliko Dangote.

Le patron du groupe nigérian de services financiers Access Holdings, Herbert Wigwe, a entamé la construction d'une université privée à Lagos pour un investissement total estimé à 500 millions de dollars, en vue de développer les compétences nécessaires au secteur de la finance et de la technologie, a rapporté Bloomberg dimanche 12 novembre, citant le magnat de la banque. « L'Université Wigwe commencera à admettre des étudiants pour des cours de premier cycle l'année prochaine. Les étudiants pourront choisir des cours de gestion, de sciences et d'ingénierie, de technologies de l'information ou encore d'industries créatives », a déclaré le directeur général de la première banque nigérienne en termes d'actifs. « L'université sera hybride en alternant les



cours en présentiel et de l'enseignement à distance. La technologie peut nous aider à atteindre la même qualité d'enseignement que les universités américaines et britanniques. Je n'ai pas besoin de 100 ans ou de milliards de dollars pour atteindre la même qualité d'enseignement que celle que l'on trouve dans ces écoles. L'Inde produit un grand nombre de développeurs à partir d'un seul bâtiment », a-t-il ajouté. M. Wigwe prévoit également

de recruter 30 % du personnel enseignant au Royaume-Uni et aux Etats-Unis. Le banquier contribuera lui-même à l'enseignement et à l'encadrement des étudiants et fera également appel à certains des plus grands entrepreneurs du pays, dont le milliardaire Aliko Dangote. L'Université prévoit d'accueillir 1 400 étudiants l'année prochaine, avant de monter à 10 000 dans cinq ans. « Pour obtenir la prochaine vague de dirigeants dans le secteur

bancaire, il faut leur offrir un enseignement adapté. Lorsque l'on considère la contribution réelle de l'éducation, elle va au-delà de l'argent. Elle change les gens, elle change les pays », a souligné M. Wigwe. Le Nigeria, qui compte 20 % des enfants non scolarisés dans le monde, souffre d'un énorme déficit de compétences en raison notamment du manque de moyens financiers dont dispose le gouvernement pour financer la construction et le fonctionnement des établissements éducatifs. Ce manque de financement attire les investisseurs privés dans le secteur. Depuis 1999, près de 150 universités privées ont été lancées dans ce pays d'Afrique de l'Ouest qui ne compte que 115 établissements publics d'enseignement supérieur.

In Agence Ecofin

PARTENARIAT

L'Egypte et le Tchad souhaitent collaborer sur plusieurs projets numériques

Le Tchad a lancé en 2020 un nouveau plan stratégique de développement du numérique et des Postes, témoignant de la volonté du gouvernement de rattraper le retard technologique. Pour la mise en œuvre des projets dudit plan, le pays a besoin de partenaires expérimentés. L'Egypte et le Tchad souhaitent collaborer dans le domaine de l'économie numérique. La question a fait l'objet de discussions entre Mahamat Allahou Taher (photo, au centre), le ministre tchadien des Télécommunications et de l'Economie numérique, et une délégation égyptienne en marge d'une réunion de travail tenue le jeudi 9 novembre à N'Djamena au Tchad. Selon le ministère tchadien chargé de l'Economie numérique, les discussions ont porté, entre autres, sur la question

de l'interconnexion en fibre optique internationale (Tchad-Egypte), la numérisation de l'administration publique tchadienne et la formation des cadres en compétences numériques. La rencontre s'inscrit dans le cadre du plan stratégique de développement du numérique et des postes (PSDNP 20-30) lancé par le gouvernement du Tchad en 2020. Elle intervient dans un contexte marqué par l'accélération de la transformation numérique dans le pays et la relance des travaux de la dorsale transsaharienne à fibre optique au Tchad. Pour l'Egypte, la réunion cadre avec les actions engagées par le gouvernement pour réaliser sa stratégie de transformation numérique dénommée « Digital Egypt 2030 ». Pour y parvenir, Le Caire multiplie les partena-

riats avec des pays avec lesquels il entretient de bonnes relations. La collaboration entre les deux pays devrait permettre au Tchad de profiter pleinement de l'Egypte qui est déjà très avancée dans sa transformation numérique, notamment dans l'e-gouvernance et dans la fourniture de la connectivité à haut débit. Le pays prévoit de délivrer des licences de réseau 5G aux opérateurs télécoms d'ici décembre. Pour ce qui est de la fourniture des services en ligne, le pays a lancé depuis 2019 la dématérialisation de la plupart de ses services publics. L'initiative lui a valu en 2022, le 6e rang sur 16 pays africains champions de l'administration électronique en Afrique selon les Nations unies.

In We Are Tech Africa

ENVIRONNEMENT

Lancement du projet «Grande muraille verte, reverdir le Sahel au Burkina Faso»

Le ministre de l'environnement, de l'eau et de l'assainissement, Roger Baro, a procédé ce 13 novembre 2023 à Manga, dans la région du Centre-sud, au lancement officiel du projet "Grande muraille verte, reverdir le Sahel au Burkina Faso, Tond Tenga". Le projet mis en œuvre par Tree Aid, a pour objectif de contribuer à l'atteinte des objectifs de l'initiative de la Grande muraille verte pour le Sahara et le Sahel. Et cela, à travers la restauration des zones forestières et agricoles dégradées et la séquestration d'environ 3 millions de tonnes de gaz carbonique (CO2) dans les zones forestières désignées. Les premiers bénéficiaires que sont les habitants des villages riverains aux sites forestiers, devraient ainsi voir leurs conditions de vie s'améliorer. Le projet "Grande muraille verte, reverdir le Sahel au Burkina Faso", s'inscrit dans la continuité des initiatives développées par l'ONG Tree Aid, pour remédier à la dégradation

à laquelle le Burkina Faso est confronté depuis quelques années. Le nouveau projet va s'appuyer sur les bases et acquis du projet Weoog-Paani, mis en œuvre pour responsabiliser les collectivités territoriales dans la gestion de leurs forêts. Selon Thom Skirrow, PDG de Tree Aid Burkina, le projet sera déroulé sur 37 sites forestiers d'une superficie totale de 31 863,5 hectares, situés dans 23 communes de 4 régions que sont le Nord, le Centre-sud, l'Est et le Centre-est. Il est prévu entre autres stratégies d'intervention, la plantation d'enrichissement sur 12 000 hectares ciblés dans les 37 sites forestiers avec des espèces identifiées par les communautés bénéficiaires, la promotion des systèmes agroforestiers à travers la culture d'espèces ligneuses et non ligneuses indigènes sur plus de 950 hectares, ainsi que la collecte des eaux de pluie et de conservation des eaux et des sols par des techniques communautaires. La mise en place de 23 pépi-

nières, la production de 350 000 litres d'engrais liquide pour l'entretien des plants, la construction de 35 boullis et de 2 000 km de routes d'accès, l'appui institutionnel aux services techniques et aux communes, sont autant d'activités qui devraient aussi être menées dans le cadre du projet, a ajouté Thom Skirrow. Prévu pour durer huit ans, le projet devrait à terme impacter plus de 5 000 ménages et permettre la mise en terre de plus de 6 millions d'arbres indigènes, la séquestration de 2,97 millions de tonnes de CO2, la restauration de zones tampons des principaux parcs nationaux et des forêts gérées par la communauté, la création d'emplois locaux et formels, le partage des bénéfices et l'amélioration des moyens de subsistance pour 185 villages. Il faut noter que le Burkina Faso a adhéré à l'Initiative Grande Muraille Verte depuis ses débuts, en s'engageant pour la lutte contre la désertification et la promotion de la gestion durable des terres. "Le

projet revêt plusieurs intérêts pour le gouvernement. D'abord, il vient appuyer le Burkina Faso à répondre à son engagement dans la réalisation des objectifs de la Grande muraille verte, avec la ratification de la convention de l'Agence panafricaine en 2015. Ensuite, au regard de la crise climatique actuelle qui est plus que jamais cruciale, le projet permet au Burkina Faso de contribuer grandement à la réalisation des accords de Paris, avec la séquestration de 2,97 tonnes de CO2 à terme. Enfin, au regard de ses avantages non carbonés, ce projet vient renforcer la résilience des populations face à la pauvreté, dans un contexte exacerbé par le fort défi sécuritaire auquel le Burkina Faso fait face de nos jours", a expliqué Roger Baro. Pour la mise en œuvre du présent projet, Tree Aid bénéficie de l'accompagnement financier de Capricorn Investment Group à hauteur de 15 milliards de FCFA et de l'appui technique de Earthshot Labs.

In leFaso.net

JOSEPH-ANTOINE BELL DANS UN ENTRETIEN ACCORDÉ À SPORTNEWSAFRICA :

«L'Algérie, un des favoris de la CAN-2023»

L'ancien gardien de but emblématique de l'équipe camerounaise de football Joseph-Antoine Bell, a placé la sélection algérienne parmi les favoris de la prochaine Coupe d'Afrique des nations CAN-2023 (reportée à 2024) en Côte d'Ivoire (13 janvier-11 février), tout en excluant son pays.



«Ce sont généralement les mêmes. Il faut se dire une chose. C'est difficile d'avoir un champion sorti de nulle part. Il y en a de temps en temps. Récemment le Sénégal est entré dans le cercle des champions. Ce qui le restreint davantage au lieu de l'agrandir. Les chances s'amincissent pour avoir une nouvelle équipe parmi les champions. Pour les favoris à cette CAN, je dirais le Sénégal, le Maroc, l'Algérie, le Nigeria à un degré moindre », a estimé l'ancien portier des « Lions Indomptables » dans un entretien accordé Sportnewsafrika. Logée dans le groupe D, l'Algérie débutera le tournoi le

lundi 15 janvier face à l'Angola au stade de la Paix à Bouaké (21h00, algériennes), avant d'enchaîner en défiant le Burkina Faso le samedi 20 janvier (15h00), puis la Mauritanie, le mardi 23 janvier, toujours au stade de Bouaké (21h00). « Heureusement que le premier tour sert à aller en huitièmes de finale. En réalité, il faut savoir que le premier est beaucoup moins important qu'avant. En se disant que sortir du premier tour ne vous rapproche pas

vraiment de la finale comme dans le temps. Je crois qu'on a facilité un peu les choses aux uns et aux autres. Vous pouvez vous vanter d'être sorti du premier tour mais en réalité ce n'était pas difficile. La première aujourd'hui n'élimine que 6 équipes sur 24 », a-t-il ajouté. Lors de la conférence de presse tenue dimanche au Centre technique national (CTN) de Sidi Moussa, le coach national Djamel Belmadi a refusé l'idée de mettre l'Algérie dans la peau d'un

favori. « On travaillera en silence et InchAllah nous arriverons où on veut aller. On ne peut pas être considérés comme une équipe favorite alors qu'on avait été éliminés au premier tour de la dernière CAN au Cameroun. » Joseph-Antoine Bell (69 ans) compte 70 sélections avec le Cameroun entre 1976 et 1994. Il avait remporté deux titres continentaux avec son pays : 1984 en Côte d'Ivoire et 1988 au Maroc.

Y.B

HANDBALL

La Super coupe et la coupe d'Afrique des coupes 2024 organisées à Oran

Après une longue attente, la confédération africaine a signé le protocole de l'organisation de la super coupe Africaine filles et garçons et le championnat d'Afrique des clubs vainqueurs de coupe en Arabie Saoudite entre le président de l'instance de Béninois Mansourou Aremou et la présidente de la fédération Karima Taleb. Les deux compétitions programmées les 14 et 15 avril 2024 pour la super coupe et du 18 au 27 du même mois de la même année pour la compétition des vainqueurs de coupe vont permettre à la FAHB de saisir l'occasion de faire revenir

notre pays par la grande porte en matière d'organisation des grandes manifestations continentales de la petite balle. Il s'agira aussi d'une belle opportunité pour séduire la CAHB qui n'a pas encore attribué les éditions de 2026 et 2028 des championnats d'Afrique seniors filles et garçons. D'ailleurs, la présidente de la FAHB Taleb avait annoncé dans ses multiples apparitions médiatiques que l'Algérie reviendra en force en matière d'organisation des différentes manifestations du handball continental. Question candidature, une source fédérale a indiqué que

tout est envisageable dès la fin de l'année actuelle. Toutefois, tout dépendra de la feuille de route du bureau fédéral qui sera élu pour le mandat 2024-2027. Le choix de la ville d'Oran pour domicilier la super coupe et le championnat d'Afrique des vainqueurs de coupe n'a pas été fortuit. La ville d'El Bahia qui a été dotée d'une nouvelle salle omnisports et l'embellissement du Palais des Sports Hamou Boutlélis réunit toutes les conditions idoines pour abriter les deux événements.

R.S

TOURNOI DE L'UNAF (U20) :

Défaite de l'Algérie face à la Tunisie

La sélection algérienne de football des moins de 20 ans (U20) s'est inclinée face à son homologue tunisienne 2-4 (mi-temps: 1-2), en match disputé au stade d'Ariana (Tunisie), comptant pour la première journée de tournoi de l'Union nord-africaine (UNAF) de la catégorie (13-22 novembre). La Tunisie a ouvert le score par Zinedine Kada sur penalty (44e) avant de faire le break dans le temps additionnel grâce à Wajdi Aissaoui (45e+2). L'Algérie a réduit le score par Lahlou Akhrib d'un tir qui a lobé le portier adverse (45e+3). En seconde période, les Tunisiens ont ajouté deux autres buts par l'entremise de Zinedine Kada (52e) et Mohamed Loulou (54e). Les « Verts » ont réduit de nouveau la marque par le rentrant Rayan Kolli (82e). Dans l'autre match de cette journée inaugurale, le Maroc s'est imposé largement face à la Libye (6-0) au stade du Kram. A l'issue de ces résultats, le Maroc et la Tunisie occupent conjointement la tête du classement avec 3 points chacun, alors que l'Algérie et la Libye ferment la marche avec 0 point. L'Egypte est exempte de cette 1re journée. Les joueurs du

nouveau sélectionneur Yacine Manaâ affronteront le Maroc mercredi au stade d'Ariana (14h00), avant de défier l'Egypte vendredi au stade du Kram (14h00), puis la Libye dimanche au stade du Kram (14h00). Le tournoi de l'UNAF des U20 (joueurs nés en 2005 et 2006) est le pre-

mier objectif de la sélection algérienne, en attendant d'aborder d'autres échéances. Cette compétition se déroule sous forme d'un mini-championnat. Le premier à l'issue de la cinquième et dernière journée sera sacré vainqueur.

R.S

FUTSAL-NATIONALE 1 SAISON 2023-2024: 28 PENSIONNAIRES RÉPARTIS EN TROIS POULES

Le championnat de la Nationale 1 de Futsal, saison 2023-2024 débutera le 24 novembre prochain, avec 28 pensionnaires répartis en trois groupes. Le groupe Centre-Est se compose de neuf clubs, alors que dix clubs forment les groupes Centre-Ouest et Sud. Il s'agit là d'une nouvelle formule décidée par la ligue nationale bien avant le début de la saison pour se conformer aux statuts de la fédération internationale (FIFA) en matière de Futsal. Pour assurer un bon début de saison, la LNFS a anticipé avec des réunions en présence des représentants des clubs, ainsi que de transmettre les préoccupations des clubs au président de la fédération, Walid Sadi, notamment en matière de subventions dont le montant ne suffit pas pour subvenir aux besoins d'une équipe de Futsal durant toute une saison. Question sponsoring, il faut noter que très peu de firmes qui s'intéressent au Futsal, et ce, en dépit de la dimension que ne cesse de prendre ce sport dans le monde.

R.S

Le gardien brésilien Ederson forfait contre la Colombie et l'Argentine

Le gardien Ederson, blessé à un pied lors d'un match avec son club Manchester City a été contraint de déclarer forfait pour les rencontres du Brésil en Colombie et contre l'Argentine, a annoncé lundi la Confédération brésilienne de football (CBF). Convoqué la semaine dernière pour les prochains matches des sud-américains pour la Coupe du monde 2026, Ederson s'est blessé lors du choc de Premier League disputé contre Chelsea, dimanche à Stamford Bridge (4-4). Pour pallier son absence, le sélectionneur Fernando Diniz a fait appel à Bento, le portier de l'Athletico Paranaense. Le Brésil affrontera la Colombie jeudi à Barranquilla avant de recevoir les champions du monde argentins le 21 novembre au stade Maracana de Rio de Janeiro.

R.S

LIGUE 1 FRANÇAISE

Guitoun dans l'équipe type de la 12e journée

L'international algérien du FC Metz, Kévin Guitoun, auteur d'un but à domicile face au FC Nantes (3-1), a été retenu dans l'équipe type de la 12e journée de la Ligue 1 française de football, dévoilée lundi par le quotidien sportif L'Equipe. Kévin Guitoun (27 ans), qui a enchaîné pour l'occasion son troisième match en tant que titulaire, a ouvert le score dès la 3e minute de jeu, après avoir été positionné en tant que « piston droit » par l'entraîneur roumain Laszlo Boloni. Il s'agit du premier but de la saison pour le joueur algérien qui compte également deux passes décisives. A l'issue de ce succès, la formation messine se hisse à la 10e place au classement en compagnie de l'Olympique Marseille avec 13 points chacun. Guitoun s'est engagé avec Metz en août dernier pour un contrat de trois saisons en provenance du SC Bastia (Ligue 2/France), contre une indemnité de transfert de 2,5 millions d'euros. Avec le club corse, Guitoun avait réalisé une belle saison 2022-2023 (38 matches, 5 buts, 7 passes décisives). Il avait été convoqué pour la première fois en sélection nationale en mai dernier à l'occasion de la double confrontation face à l'Ouganda (2-1) dans le cadre de la 5e journée des éliminatoires de la CAN-2023 (reportée à 2024) en Côte d'Ivoire, et en amical face à la Tunisie à Annaba (1-1). Il figure parmi les 23 joueurs retenus pour les deux premiers matches des qualifications de la Coupe du monde 2026 : jeudi face à la Somalie au stade Nelson-Mandela de Baraki (17h00) et dimanche contre le Mozambique à l'Estadio do Zimpeto à Maputo (14h00).

L'ÉQUIPE TYPE DE LA 12e JOURNÉE :

Gardien : Donnarumma (Paris SG)
Défenseurs : Kumbédi (O. Lyon), Ismaily (Lille), O'Brien (O. Lyon), Gradić (RC Lens)
Milieux : Allevinah (Clermont Foot 63), Spierings (Toulouse), El-Aynaoui (RC Lens), Guitoun (FC Metz)
Attaquants : Mbappé (Paris SG), Dal-linga (Toulouse).

Y.B

LE CHERCHEUR DAUD EL AKEL PROPOSE UNE AUTRE MANIÈRE DE PENSER LA GRAMMAIRE ARABE

UNE RÉVOLUTION DANS L'ART DE COMPRENDRE LE TEXTE

Son premier livre a été publié en Malaisie, le second vient de voir le jour sous les impressions de la maison d'édition El Khaldounia, à Alger. Entre les deux bouquins, l'homme a évolué et gagné en rigueur lexical et grammatical.



On parle de Daoud Lakel, un homme de lettres dont les écrits font désordre dans l'ordre établi de la grammaire arabe classique. Dans son dernier livre « la Grammaire arabe entre classicisme et modernité », il s'attaque, comme l'a fait plusieurs siècles auparavant Ibn Mouda al-Kortobi, à la théorie du référent (« al Âmil ») et choisit plutôt de se référer à l'agencement des mots dans la phrase pour en comprendre le sens. L'arabe en tant qu'outil de l'exégèse coranique est pour lui l'objectif premier et dernier, car ce n'est que de cette façon qu'on appréhende le texte sacré.

Dans son prologue, Lakel dit qu'il n'y a pas une théorie qui a été aussi pesante sur toute la grammaire arabe que la théorie dite du « âmil », qui dit

que telle position de tel mot dans la phrase a été définie par un mot qui a force d'influence sur un autre, puis d'exégèse en exégèse, on en est arrivé à théoriser toutes sortes d'extrapolations aussi éloignées les

unes que les autres du sens premier du mot et sa signification. Cela a eu aussi l'effet d'en complexifier l'étude de sorte que beaucoup de personnes préfèrent

contourner la grammaire arabe au lieu de l'étudier avec calme et sérénité. Pour Lakel ce ne sont pas tant les mots qui influent sur les autres mots pour en fixer le sens et définir la position dans la syntaxe, mais c'est le locuteur lui-même qui définit l'ordre des mots, leur donne le sens qu'il souhaite et la position désirée. Telle est la grande théorie de Daoud Lakel dans son livre « la Grammaire arabe entre classicisme et modernité », son objectif étant d'enlever les scories qui ont pu éclabousser la grammaire arabe et la rendre fermée au commun des locuteurs.

Un grand pari, un grand défi à relever. Daoud Lakel a-t-il réussi ? Nous invitons à lire son livre, édité à El Khaldounia de Kouba pour vous faire vous-mêmes une idée précise.

O. Fayçal

DÉDIÉE À LA FEMME AU COMBAT Vernissage à Alger de l'exposition tchèque "Les Anges en Vert"

Agence presse service
Les Anges en Vert", une exposition de photographies préparée par l'ambassade de la République tchèque en Algérie, sur les femmes dans les conflits armés et les systèmes de soins pour les vétérans, a été inaugurée, mercredi à Alger, au Musée national du Moudjahid à l'Office Riadh El Feth, en hommage à, Bertha Von Suttner Kinsky, première lauréate du prix Nobel de la Paix.

Visible jusqu'au 30 novembre, l'exposition, organisée en collaboration avec le ministère des Moudjahidines et des Ayants Droit, a été ouverte par l'ambassadeur de la République tchèque en Algérie, Jan Czerny et le directeur du Centre d'Etudes et de Recherches sur le Mouvement national et la Révolution du 1er novembre, Nouredine Essed, représentant le ministre des Moudjahidines Laïd Rebiga.

Célébrant le 180e anniversaire de la naissance de Bertha Von Suttner Kinsky (1843-1914), Prix Nobel de la Paix en 1905, l'exposition, "Les Anges en Vert" met en lumière l'œuvre d'une femme "humaniste et pacifiste, qui avait voué toute sa vie à la promotion de la paix dans le monde et du vivre ensemble".

Parlant plusieurs langues, elle avait

humain ou animalier suggérés.

Les créations de Tahar Tazerout, présentées dans un genre artistique "encore peu exploité en Algérie", sont conçues avec "une passion débordante et une minutie méticuleuse" et réalisées avec la technique du clair-obscur (emprunté à la peinture classique) sur verre brisé en acrylique, un savoir-faire difficile à maîtriser où les petits marteaux remplacent les pinces pour servir d'outils à

occupé le poste de vice-présidente du Bureau international de la paix depuis sa création en 1892 et avait été, en 1889, l'auteur de "Die Waffen nieder !" (Bas les armes), célèbre ouvrage traduit en plusieurs langues, car vite devenu une référence mondiale en matière de promotion de la paix.

Plusieurs représentants de différentes missions diplomatiques accréditées à Alger, d'anciennes et d'anciens Moudjahidates et Moudjahidines, d'universitaires et d'étudiants, ont assisté à cette exposition consistant en une vingtaine de panneaux présentant plusieurs photos en noir et blanc, de femmes tchèques durant et après la deuxième guerre mondiale. Nouredine Essed, représentant le ministre des Moudjahidines et Ayants Droit, a évoqué la célébration du 69e anniversaire du déclenchement de la lutte armée pour l'Indépendance de l'Algérie, une date, a-t-il rappelé qui renvoie "aux sacrifices de nos valeureux Martyrs et à la vaillance et la loyauté de nos mères et nos pères les Moudjahidates et les Moudjahidines", pour se focaliser, ensuite, sur "le combat de la femme et son dévouement aux côtés de ses frères armés et pour la reconstruction de l'Algérie".

sculpter et à graver des portraits, des formes ou des figures sur verre. Matière "translucide et insipide qui ne se laisse jamais dompter" le verre se présente dans les œuvres de Tahar Tazerout comme un "symbole de fragilité et de résilience qui met en lumière chaque portrait et reflète l'âme humaine dans toute sa complexité".

"Panthère noire", "Dents de verre", "La jeune fille à la perle", "Rouched", "Aznavour", "Mélancolie", "Chat", "Portrait

d'une femme noire", "Perroquet" ou encore "Mohamed Issiakhem", sont entre autres portraits et travaux de Tahar Tazerout, qui créent chez le visiteur un lien fort, l'invitant à un voyage onirique, émotionnel et introspectif.

Dans une vision prolifique au regard frais, l'artiste, transmet l'interrogation au visiteur, invité à se replonger dans son vécu, ses coutumes, son histoire et ses rites, dans un élan original et singulier, aux formes nouvelles empreintes de modernité.

Explorant constamment la dualité qui réside en chaque individu, Tahar Tazerout suggère une immersion dans les profondeurs abyssales de l'être, pour sublimer la lumière en lui, et raconter son histoire, brillamment répercutée dans des œuvres qui dévoilent les tourments de l'âme et sa mélancolie.

Série de portraits qui insinuent un vécu, à travers des visages humains ou animaliers révélateurs d'un passé enfoui dans ses joies et ses peines, les œuvres de Tahar Tazerout évoquent l'attachement de l'artiste à ses souvenirs d'enfance et à la nostalgie d'une époque où il faisait "plutôt bon vivre".

Artiste autodidacte, Tahar Tazerout est diplômé en infographie, de l'Institut national spécialisé en Arts et Industries Graphiques (INSIAG)

I.M./agence presse service

VERNISSAGE À ALGER DE L'EXPOSITION "ECLOSION DE VERRE" Tahar Tazerout, le clair-obscur

L'exposition "Ecllosion de verre" de l'artiste plasticien Tahar Tazerout, une série de portraits sur verre brisé, nés de la collision entre la lumière et l'obscurité, a été inaugurée, samedi à Alger, dans un élan créatif novateur qui transcende les frontières de l'ordinaire pour explorer les profondeurs de l'extraordinaire. Visible jusqu'au 21 novembre à la Galerie d'Arts "Mohamed-Temmam" de l'Établissement Arts et Culture, l'artiste, dont c'est la première exposition, présente vingt portraits aux formats moyens qui trouvent dans le verre brisé une dimension judicieuse pour une nouvelle forme d'expression, aux gestes et aux traits accomplis et inédits.

Dans cette exposition, la juxtaposition des fragments et l'opposition du noir au blanc argenté créent une dualité visuelle et émotionnelle saisissante qui s'accroît encore à la rencontre de la lumière et de l'obscurité pour révéler au final, la profondeur de chaque visage

CHU
الجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية
République Algérienne Démocratique et Populaire
وزارة الصحة
Ministère de la Santé,
المركز الاستشفائي الجامعي لبجاية
Centre Hospitalo-universitaires de Bejaia

المديرية العامة
مديرية الوسائل المادية

Direction Générale
Direction des Moyens Matériels
N° : 13722 /D.G/D.M.M/2023
Centre Hospitalo Universitaire de Bejaia
NIF : 41201600000606600001

1^{ère} MISE EN DEMEURE

- Vu le Décret Présidentiel n° 15-247 du 16 septembre 2015, portant réglementation des marchés publics et délégation des services publique ;
- Vu l'arrêté du 23 Rabie Ethani 1432 correspondant au 28 mars 2011 relatif aux mises en demeure pour retards et défauts d'exécution de travaux ;
- Vu le contrat à commande N°39/2023, portant approvisionnement du CHU de Bejaia en consommables non fisés pour l'année 2023, réparti en lot N°17 : sutures résorbables et non résorbables, conclu avec la **SARL STERIWEST** visé par le contrôleur budgétaire le 19/09/2023 sous le N°1638.
- Vu l'ordre de service N° 69/2023 du 24/09/2023.
- Vu le bon de commandes N° 49/PH/2023 du 27/09/2023.
- Vu le délai de livraison pour les articles objet du contrat suscité qui est de : un (01) jour pour la totalité des articles.
- Vu le retard enregistré dans l'exécution du contrat suscité.
- Vu le PV de carence du 09/10/2023.

La **SARL STERIWEST**, représentée par son gérant **MIMENE Moussa** sise au lotissement 440, lot 421 BIR EL DJIR ORAN est mise en demeure de :

- Approvisionner le Centre Hospitalo-Universitaire de Béjaia en consommables non fisés objet de bon de commandes suscité dans moins (-) de cinq (05) jours à compter de la date de parution de la présente mise en demeure dans les quotidiens nationaux et le BOMOP.

Faute de quoi, le CHU de Bejaia procédera à l'établissement d'une deuxième mise en demeure et l'application des mesures réglementaires qui sont la résiliation unilatérale du marché suscité au tarts exclusif du cocontractant ainsi l'exclusion temporaire d'office au titres des marchés du CHU de Bejaia pendant six (06) mois conformément à l'article 04 et 05 de l'arrêté du 19 décembre 2015 fixant les modalités d'exclusion de la participation aux marchés publics.

L'EXPRESS DU 15/11/2023 ANEP : N° 2316027713

Sur page Facebook:
L'EXPRESSDZ

L'EXPRESS

PLUS D'UN SEULE LA CUPPE
DU MONDE ET LA FRANCE

**L'ARGENTINE
SUR LE TOIT
DU MONDE**

MESSI

Contactez le service pub au numéro de téléphone/ fax : 023.70.99.92



REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE
Wilaya d'Alger
Direction du Budget, de la Comptabilité et du Patrimoine
AVIS D'INFRACTUOSITE
De l'Appel d'Offres National Ouvert Avec Exigence
de Capacités Minimales N°.../2023

Conformément aux dispositions du décret présidentiel n° 15-247 du 16/09/2015, portant réglementation des marchés publics et des délégations de service public, la Wilaya d'Alger représenté par la Direction du Budget, de la Comptabilité et du Patrimoine informe l'ensemble des soumissionnaires ayant répondu à l'avis d'Appel d'Offres National Ouvert Avec Exigence de Capacités Minimales N°.../2023, portant sur l' **Etude du Schéma Directeur de Gestion des Déchets Ménagers et assimilés au niveau des 57 Communes de la Wilaya d'Alger**, publié dans les quotidiens nationaux: "l'Express" et "صوت الأحرار", qu'a l'issue des travaux de la commission d'ouverture des plis et d'évaluation des offres, cet appel d'offres est déclaré infructueux, pour motif : les offres ne répondent pas aux exigences du cahier des charges.

L'EXPRESS DU 15/11/2023 ANEP : N° 2316027744

ETATS UNIS

Le premier vaccin contre le chikungunya approuvé

Les Etats-Unis ont approuvé, jeudi 9 novembre, le premier vaccin contre le chikungunya, développé par le groupe européen Valneva, ont annoncé les autorités sanitaires dans un communiqué. Le vaccin, qui sera commercialisé sous le nom de Ixchiq, est autorisé pour les personnes de 18 ans et plus présentant un risque accru d'être exposées au virus, a précisé l'Agence américaine des médicaments (FDA), dont les décisions sont très suivies dans le monde. Une demande d'autorisation a également été déposée par Valneva auprès de l'Agence européenne des médicaments (EMA). Le virus du chikungunya, transmis à l'humain par des moustiques infectés, cause

l'apparition brutale d'une fièvre et de violentes douleurs articulaires. Les symptômes peuvent parfois perdurer durant des mois, voire des années, mais les morts sont rares. Cette maladie est essentiellement présente dans les régions tropicales, notamment en Afrique, en Asie du Sud-Est et dans certaines régions des Amériques. Le chikungunya s'est toutefois répandu dans de nouvelles régions du monde, causant une hausse des cas, a précisé la FDA, qualifiant la maladie de « menace de santé mondiale émergente ». Des cas ont été recensés en Europe. Selon la FDA, au moins 5 millions de cas d'infection ont été enregistrés ces quinze dernières

années. « Les infections au virus du chikungunya peuvent conduire à de graves et longs problèmes de santé, en particulier pour les personnes âgées et les individus ayant des antécédents médicaux », a souligné dans le communiqué Peter Marks, haut responsable au sein de l'agence américaine. Le virus peut également être transmis au nourrisson par sa mère et se révéler fatal pour le bébé. Le vaccin est injecté en une dose, et contient le virus atténué – une technique classique utilisée pour d'autres vaccins. Deux essais cliniques ont été menés en Amérique du Nord sur plusieurs milliers de personnes. Les effets secondaires principaux sont des maux de tête, de la

fatigue, des douleurs musculaires ou encore des nausées. Dans de rares cas, des réactions plus graves ont été constatées, a précisé la FDA. Deux participants aux essais cliniques ayant reçu le vaccin ont dû être hospitalisés.

Il n'existe actuellement aucun traitement spécifique pour soigner la maladie une fois l'infection contractée. La prise en charge vise essentiellement à soulager la fièvre et les douleurs à l'aide de médicaments répandus comme le paracétamol, associé à une bonne hydratation et du repos. En l'absence de traitement préventif jusqu'ici, la seule manière de s'en protéger était d'éviter de se faire piquer.

In Le Monde

CYBERATTAQUE

LES PRINCIPAUX TERMINAUX AUSTRALIENS AU RALENTI

L'opérateur d'infrastructures portuaires DP World Australia a fermé ses terminaux à conteneurs dans toute l'Australie suite à un incident de cybersécurité détecté vendredi 10 novembre. L'entreprise a restreint l'accès terrestre à ses opérations portuaires et travaille avec des experts en cybersécurité pour évaluer l'impact sur ses systèmes et données. DP World traite environ 40 % du fret entrant et sortant en Australie. Cette cyberattaque survient alors que l'opérateur fait déjà face à des actions industrielles de la part du Maritime Union of Australia, entraînant des retards dans les expéditions. Samedi, Darren Goldie, coordinateur national de la cybersécurité en Australie, disait s'attendre à ce que l'interruption de l'activité portuaire de DP World dure « plusieurs jours » et affecte « la circulation des marchandises vers et hors d'Australie ».

Dimanche 12 novembre, Darren Goldie indiquait que « le système d'information de DP World reste déconnecté d'Internet, ce qui a un impact significatif sur ses opérations à Brisbane, Sydney, Melbourne et Fremantle ». L'opérateur s'est dit en mesure d'accéder aux marchandises les plus critiques à chaque port, si nécessaire, dont les médicaments. Selon l'Australian Financial Review, la circulation de 30 000 conteneurs avait déjà été affectée après 48h d'arrêt du système d'information. Lundi, DP World Australia a pu relancer partiellement ses activités portuaires, prévoyant de réussir à faire sortir de ses terminaux environ 5000 conteneurs.

Ce type d'incident, contre des infrastructures portuaires, n'est pas isolé. La base de données Admiral, du M-Cert de France Cyber Maritime, en recense une vingtaine depuis 2017, dont rien moins que 10 depuis 2022. Parmi les plus récents, on relèvera notamment le port de Nagoya au Japon, celui de Lisbonne, au Portugal, ou encore le Jawaharlal Nehru Port Trust, le principal port de fret en Inde, et celui de Cape Town, en Afrique du Sud.

In LeMagIT

SALON AÉRONAUTIQUE DE DUBAÏ BOEING ET EMIRATES OUVRENT LE BAL DES MÉGA COMMANDES

La compagnie basée à Dubaï a annoncé un contrat pour l'achat de 90 exemplaires du futur gros-porteur de Boeing le B777X. De son côté, la compagnie turque Turkish Airlines a expliqué être « en discussion » avec Airbus pour l'acquisition de plusieurs centaines d'appareils. Cette frénésie d'achat de gros-porteurs illustre la reprise du marché des avions long-courriers.

Boeing a frappé fort lundi au premier jour du salon aéronautique de Dubaï, multipliant les annonces de commandes. Démarrage en trombe au Salon aéronautique de Dubaï. Les commandes des compagnies aériennes sont bien au rendez-vous. A commencer par celle d'Emirates qui a annoncé la signature d'un méga contrat pour 90 exemplaires du futur gros-porteur de Boeing, le B777X. La compagnie basée à Dubaï, qui ne dispose que d'avions long-courriers dans sa flotte, a commandé 55 exemplaires du 777-9 et 35 du 777-8, les deux versions du 777X, le plus gros avion de la flotte du géant de Seattle. Les 777-9 doivent être livrés à partir de 2025, les 777-8 à partir de 2030. Emirates était déjà avec 115 exemplaires, le client de lancement en 2013 de l'appareil qui doit entrer en service en 2025, avec cinq ans de retard. La compagnie dubaïote a également commandé

cinq 787 Dreamliner supplémentaires. La valeur totale du contrat s'élève à 52 milliards de dollars, selon Emirates, qui a retrouvé l'an dernier son titre de première compagnie long-courrier internationale. « Cela représente un investissement important qui témoigne de l'engagement de Dubaï en faveur de l'avenir de l'aviation », a affirmé son PDG, Ahmed ben Saeed Al Maktoum, lors d'une conférence de presse. La compagnie à bas coûts flydubai, elle aussi basée dans l'émirat, qui n'exploite pour l'heure que des avions moyen-courriers, a de son côté annoncé une commande de 30 exemplaires du Boeing 787-9, pour 8,8 milliards de dollars au prix catalogue. Les compagnies Royal Air Maroc et Royal Jordanien ont par ailleurs commandé respectivement quatre 787-9 et deux 787-9, selon Boeing. Comme d'autres régions du monde avant, le Proche-Orient voit son trafic aérien s'envoler depuis la fin de l'épidémie de Covid. Une croissance nourrie par l'appétit de voyages des nouvelles classes moyennes proche-orientales et asiatiques, largement indifférentes aux préoccupations environnementales occidentales, qui devraient se manifester par un doublement du trafic aérien en Asie au cours de la décennie. « 2023 semble être l'année pour les commandes de gros-porteurs », s'est enthousiasmé Stan Deal, le patron de la branche Avions commerciaux de Boeing, dans un entretien à CNBC. Dans un marché

dominé par le segment moyen-courrier avec les Boeing 737 MAX et Airbus A320, le Moyen-Orient fait figure d'exception : sur les 3.420 livraisons d'avions neufs dont la région aura besoin d'ici 20 ans, selon les projections d'Airbus, 47 % seront des gros-porteurs, soit une proportion double à celle des autres régions.

Airbus, qui avait ouvert la précédente édition du salon en 2021 avec un énorme contrat pour 255 avions monocouloirs A321 par quatre compagnies, est un peu plus discret en ce premier jour du Salon aéronautique de Dubaï. La compagnie lettonne à bas coûts airBaltic lui a passé commande de 30 A220-300 supplémentaires avec des droits d'achat pour 20 autres exemplaires. Mais la finalisation d'une commande de Turkish Airlines pour plusieurs centaines d'Airbus se fait encore attendre. La compagnie turque, dont Emirates est l'une des principales rivales, a pour l'heure simplement annoncé être « en discussion » avec l'avionneur européen pour l'acquisition de 355 appareils, dont 240 fermes, à livrer en 2026 et 2036. Cette acquisition avait été déjà évoquée en juin dernier par le président de Turkish Airlines, Ahmet Bolat, lors de l'assemblée générale de l'Association internationale du transport aérien (Iata), à Istanbul. Elle permettrait à Turkish Airlines de porter sa flotte à plus de 800 appareils d'ici dix ans, contre 435 actuellement.

In Les Echos

INDONÉSIE

Porté disparu depuis plus de soixante ans, un mammifère « redécouvert »

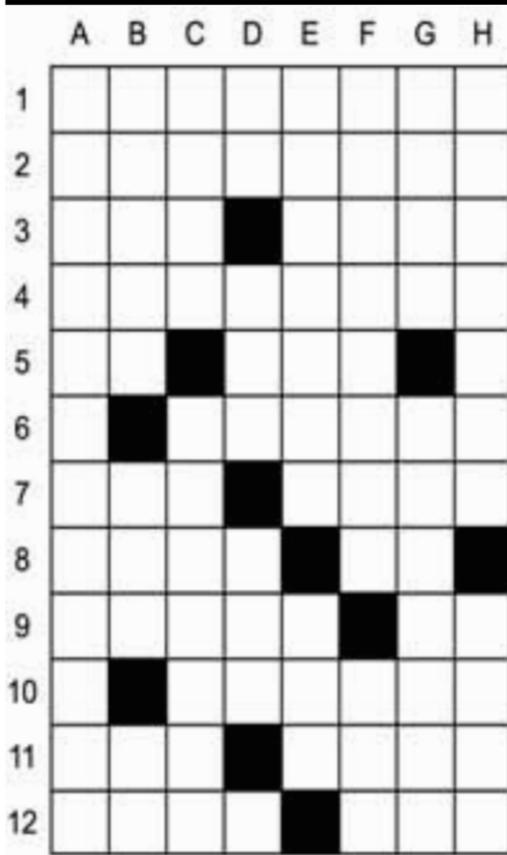
« Il y avait un grand sentiment d'euphorie, et aussi un soulagement après autant de temps sur le terrain sans récompense, a déclaré », a réagi le biologiste James Kempton, qui a mené l'expédition L'échidné à long bec d'Attenborough, l'un des mammifères « les plus insolites au monde », a été observé sur les pentes des monts Cyclope, en Indonésie. Il a le museau d'un fourmilier, les pattes

d'une taupe et les épines d'un hérisson : l'échidné à long bec d'Attenborough, porté disparu depuis des dizaines d'années, a été photographié sur les pentes des monts Cyclope, en Indonésie. Ce mammifère - « l'un des plus insolites du monde », selon l'équipe de chercheurs de l'université d'Oxford qui a réussi à le filmer - avait été vu pour la dernière fois en 1961. « Il y avait un grand sentiment

d'euphorie, et aussi un soulagement après autant de temps sur le terrain sans récompense », a réagi auprès de l'agence Reuters le biologiste James Kempton, qui a mené l'expédition. « Cela s'est joué sur la toute dernière carte SD que nous avons regardée, sur la toute dernière caméra que nous avons collectée, le tout dernier jour ». Il explique également comment son équipe, qui a aussi décou-

vert de nouveaux genres de grenouilles ou d'insectes, ainsi qu'une nouvelle espèce de crevette, a dû faire face « à des conditions extrêmement difficiles, voire parfois mortelle » : tremblement de terre, malaria, sangsue... Rien ne semble avoir épargné ces scientifiques qui ne savent pas de combien d'individus est constituée la population de cet animal, considéré comme sacré.

Mots Croisés



HORIZONTALEMENT

- A. Terrible.
- B. Valider une décision. Sol des régions désertiques. Artifice andalou.
- C. Ils dansent à l'Opéra. Qui ne sont plus valables.
- D. L'argon. Permission accordée. Il peut être entrepris pour éliminer le superflu.
- E. Il est sur le départ. L'orfèvrerie en est un.
- F. Gardiens peu commodes. Faute au tennis.
- G. Bordure forestière. Caractère d'une voix rude.
- H. Qui donnent des reflets irisés. Les grands sont classés.

VERTICALEMENT

- 1. Ville de Tartarin.
- 2. Mettra à bonne distance.
- 3. Un jour qui peut prolonger un week-end. Palmier à noix.
- 4. Faire disparaître un phénomène négatif.
- 5. Métal pour jolie barre. Membre d'un peuple amérindien.
- 6. Ornement de bague.
- 7. Elle faisait bouillir les anciens. Roues de poulies.
- 8. Met en jeu. Bien assimilé.
- 9. Sera actif. Deux cents en chiffres romains.
- 10. Il a bon tain.
- 11. Support sur le parcours. Il entoure la ballerine.
- 12. Muse d'Aragon. Les dessinateurs les ont bien en main.

LES MOTS FLÉCHÉS

| | | | | | |
|-------------------------------------|-------------------------|----------------------------------|----------------------------|-----------------------------|-----------------------|
| SANS PEINE | IL CHANGE TOUT LE TEMPS | MAL D'OREILLE | SECONDE FILLE DE HUGO | UN MOYEN D'ÉCRIRE PLUS VITE | LANGUE DE LA BALTIQUE |
| FIL CHIRURGICAL | DONNER DES SOINS | POISON | ÉMISSES | CHEF RELIGIEUX | INTÉGRALEMENT |
| LE BRUIT DU FEU | | | DÉTÉRMINANT POSSESSIF | | |
| REPAIRE DE TAUPES | | HÉROÏNE DE LA MYTHOLOGIE GRECQUE | | | |
| LUSTRÉ | | | UNE CERTAINE EFFERVESCENCE | | FRAÎCHE |
| IMPECABLE | | | | | |
| | | | | ERBIDIUM SYMBOLISÉ | |
| | | | | DEVISE NORDIQUE | |
| PRONOM | | | | | |
| APRÈS BIS | | | | | |
| | | | | | PLUS QU'UN SINGLE |
| | | | | | VALLÉE EN ÉTHIOPIE |
| CELA ÉVITE UNE LONGUE LITANIE | PRODUITE | | | | |
| | | BERCEAU DE NAVIRE | CÉLÈBRE BUFFALO | FOUR-REAUX | ATTACHÉ AU LICENCIÉ |
| | | DÉPÔT LITTORAL | FILMS PERSONNELS | CLAYON | CITÉ EN CÔTE-D'OR |
| PEINTRE QUI CONSOMME BEAUCOUP D'EAU | DU PAYS DU DOLLAR | | | | |
| | QU'EN EST-IL ? | | | | |
| | | | | | |
| QUI A TROP SERVI | | ONC-MATOPIÉE | | | |
| LUMIÈRE D'ÉGLISE | | BOÛT DE GÂTEAU | | | |
| | | | | C'EST-À-DIRE EN PLUS COURT | |
| | | | | | |
| DÉTENDUS | | | | | |



SIDOKU

| | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 1 | | | | 6 | 4 | | | 5 |
| | | | | | | | 9 | 2 |
| 7 | 4 | | | | | | | |
| | | 9 | 3 | 4 | 2 | | | |
| | | | | | | | 5 | 6 |
| | | 8 | 1 | 5 | 6 | | | |
| 4 | 5 | | | | | | | |
| | | | | | | 7 | | 1 |
| 6 | | | | 8 | 7 | | | 4 |

1 2 3 4 5 6 7 8 9

MOTS MÊLÉS

| | | | | | | | | | | | | | | | |
|-----------|-----------|----------|-----------|-----------|-----------|----------|---------|---------|---|---|---|---|---|---|---|
| CALYPSO | CELLULOSE | CHRETIEN | CLAIRET | DIFFUSEUR | EGEE | ELIRAS | ELNE | ENDURER | | | | | | | |
| EPICEA | ETETER | EVITERAS | GRELEE | HAVRESAC | HESITERAI | INUTILE | ISLANDE | | | | | | | | |
| ITERATION | LADS | LYRIQUE | MEZZANINE | NOTA | PACHA | PACTISER | POESIE | RAIT | | | | | | | |
| RASEES | RECERCLER | REQUERIR | SASSERA | SEITA | SIED | STRIEE | TAUPES | UNIRAS | | | | | | | |
| VERDOYANT | | | | | | | | | | | | | | | |
| E | C | A | V | R | H | R | E | E | R | E | S | D | N | R | M |
| S | C | H | E | E | E | I | U | E | V | L | E | O | A | E | A |
| O | A | C | R | C | S | Q | S | E | C | I | I | Z | T | R | |
| L | S | A | D | E | I | I | U | L | S | T | T | Z | R | E | E |
| U | E | P | O | R | T | P | A | E | A | U | A | E | R | T | S |
| L | R | P | Y | C | E | I | E | R | R | N | F | U | R | E | S |
| L | V | L | A | L | R | S | E | G | I | I | D | F | P | A | A |
| E | A | P | N | E | A | T | O | N | L | N | R | E | I | E | S |
| C | H | E | T | R | I | C | E | G | E | E | U | L | A | D | S |



Alger
 Ouargla 37°
 Oran 24°
 Constantine 23°

16

| FADJR | DOHR | ASR | MAGHREB | ISHA |
|-------|-------|-------|---------|-------|
| 05:46 | 12:32 | 15:21 | 17:42 | 19:08 |

AU 3E JOUR DE SA VISITE OFFICIELLE À PÉKIN

Saïd Chanegriha s'est rendu au siège du géant chinois, Norinco

Dans le cadre de sa visite officielle en République populaire de Chine, le Général d'Armée Saïd Chanegriha, Chef d'Etat-Major de l'Armée Nationale Populaire s'est entretenu hier au niveau du siège de la Commission Militaire Centrale avec le Général d'Armée XU Xueqiang, Chef du Département de Développement des Equipements de la Commission Militaire Centrale.



Lors de cet entretien élargi aux membres des deux délégations, Saïd Chanegriha a fait part à son hôte de sa profonde gratitude pour l'accueil qui lui a été réservé et à la délégation qui l'accompagne, avant de lui remettre une lettre adressée par le Président de la République M. Abdelmadjid Tebboune, à son homologue chinois, le Président XI JINPING et au peuple ami de la Chine: « Je tiens, tout d'abord, à faire part de mes sincères remerciements et de ma profonde gratitude pour l'accueil et l'hospitalité qui nous ont été réservés depuis notre arrivée en République Populaire de Chine. A cette occasion, j'apporte un message d'amitié adressé par M. Abdelmadjid Tebboune à son homologue

chinois, le Président XI Jinping, et au peuple ami de Chine et à ses Forces Armées". Lors de son allocution, le Général d'Armée a également tenu à rappeler l'excellence des relations de longue date qui unissent les deux pays et qui connaissent un développement notable dans le partenariat stratégique: "Je tiens également à réitérer notre considération, haute et singulière, de la qualité des relations qui unissent nos deux pays et qui se sont élevées, grâce à la volonté des chefs des deux pays, au rang d'excellence, permettant d'approfondir et d'élargir notre

partenariat stratégique. La dernière visite du Président de la République dans votre pays ami à l'invitation du Président XI Jinping a eu un impact fort positif dans la consolidation des relations historiques algéro-chinoises et a été couronnée de succès, notamment par la signature de dix-neuf accords et mémorandums d'entente dans divers domaines, dont les domaines ayant trait à la sécurité et la défense". Le Général d'Armée a, en outre, mis l'accent sur l'impératif de consolider les relations bilatérales qui unissent les deux pays dans les différents domaines

afin de répondre aux ambitions et des aspirations des deux pays et des deux armées. "La qualité des relations qui unissent nos deux pays et nos armées respectives nous appellent aujourd'hui, plus que jamais, à œuvrer et à travailler ensemble pour définir un cadre prometteur et ambitieux mutuellement bénéfique, permettant d'élargir les domaines de coopération militaire bilatérale et de le porter au plus haut niveau qui correspond à nos capacités communes et qui répond à nos aspirations". Cet entretien a également constitué une opportunité pour les deux parties d'examiner les moyens permettant de consolider la coordination et la coopération militaire et sécuritaire entre les deux pays. Par la suite, Saïd Chanegriha s'est rendu au siège du Groupe d'industrie militaire "CASIC" et de sa société "CVIC" sise à Pékin, où il s'est enquis des dernières productions de cette société dans le domaine de l'industrie des véhicules et des engins blindés, et a reçu d'amples explications relatives aux techniques modernes utilisées dans le système de défense chinois. Il s'est rendu ensuite au siège de la Société Norinco, sis dans la périphérie de Pékin, où il a été chaleureusement accueilli par les responsables de cette société qui ont fait part de leur volonté d'échanger leurs expériences avec l'Algérie dans le domaine de l'industrie militaire. **Y.B**

MOHAMED ARKAB S'EXPRIME À L'OCCASION DE LA NORTH AFRICA HYDROGÈNE EXHIBITION ET CONFÉRENCE (NAPEC) :

« Nous allons investir 14 milliards de dollars dans le gaz »

Les grandes compagnies pétrolières comme Chevron, Exxon Mobil sont présentes. Tout comme les groupes pétroliers internationaux qui activent en Algérie tels que Oxy, Total Energies, Eni, Equinor, Repsol, Cepsa, Pertamina, PTTEP. La North Africa Hydrogène Exhibition et conférence NAPEC 2023, s'est ouverte lundi au Centre de convention d'Oran avec comme premières interventions majeures, celle du ministre de l'énergie, Mohamed Arkab qui a relevé que l'Algérie poursuit ses efforts en matière d'exploration et d'augmentation de ses réserves d'hydrocarbures et de croissance de sa capacité de production et d'amélioration du taux de récupération de ses gisements pétroliers et gaziers. Des efforts conjugués avec le développement de la pétrochimie et du renforcement des capacités de transport d'hydrocarbures, dans le but de maintenir sa position comme source d'approvisionnement crédible et fiable sur les marchés internationaux. A cet effet, l'Algérie à travers Sonatrach compte investir 42 milliards de dollars entre 2023 et 2027 dont 14 milliards de dollars pour les projets gaziers en vue de maintenir et d'accroître sa capacité de production de gaz, a-t-il ajouté. Parallèlement à ces efforts, l'Algérie a lancé un programme de développement des énergies renouvelables pour atteindre une capacité de 15.000 MW en 2035 dont 2000 MW sont sur le point d'être lancés. L'Algérie s'efforce de limiter la croissance élevée de la



demande sur l'énergie et de rationaliser la consommation de produits énergétiques à travers un nouveau modèle de consommation énergétique. Tout comme le programme de développement de l'hydrogène vert qui fait partie des priorités du gouvernement et qui est considéré comme stratégique. En phase avec ses engagements climatiques et avec son programme de transition énergétique. Il a rappelé que l'Algérie dispose d'atouts à même de la positionner comme acteur énergétique régional majeur en raison de son potentiel en énergie solaire et de ses capacités en dessalement d'eau de

mer. Il a conclu en relevant que la satisfaction de la demande en croissance sur les produits énergétiques de façon durable et économique et sur constitue un grand défi. Il convient d'œuvrer davantage en vue d'augmenter la capacité de production énergétique pour assurer la sécurité et la transition énergétique tout en veillant à réduire l'impact de cette hausse de production sur l'environnement, à réduire l'empreinte carbone.

L'ALGÉRIE PEUT MONÉTISER LES GAZ TORCHÉS RÉCUPÉRÉS

«L'Algérie tente de maîtriser le domaine de l'hydrogène vert avec comme projet pilote d'une capacité de 50 MW pour produire l'hydrogène vert à utiliser dans la production d'urée et d'ammoniac. En ce sens, Rachid Hachichi, PDG de Sonatrach dans son intervention a souligné que la solution immédiate pour la transition énergétique est le gaz, précisément pour décarboner l'industrie et la production d'électricité. Pour Mourad Beldjehem, le Président de l'agence nationale de valorisation des hydrocarbures Alnaft, le domaine minier national est sous exploré et l'un des plus riches au monde en termes de ressources non conventionnelles. Au cours de la seconde journée, des panels techniques ont été organisés sur les solutions dans les domaines de la réduction des émissions de CO2. Reza Fallahi, le représentant de

Petrofac, très présente dans le secteur dans le marché des services pétroliers a proposé la solution de son entreprise pour réduire le torchage du gaz au cours de la séance de la matinée. Il a indiqué qu'en Afrique du nord, l'activité de production laisse brûler 16 milliards de mètres cubes de gaz torchés. Il s'agit, a-t-il ajouté de monétiser la récupération de ces gaz torchés. Cela représente un gain de 1,8 milliards de dollars pour l'ensemble de l'Afrique du nord. L'Algérie fait partie des pays où le torchage du gaz est relativement important. Dans le cadre de l'initiative de la Banque Mondiale, notre pays vise à éliminer le torchage du gaz de routine en 2030 et complexes à réduire à moins de 1% le gaz torché à cette échéance. Le gaz torché, provient, a-t-il indiqué des complexes de liquéfaction d'Arzew et de Skikda. Cela évidemment se conjugue avec les gisements de pétrole qui brûlent ce gaz. Le représentant de Baker Hughes, a lui présenté l'expérience de sa compagnie dans le domaine de la séquestration du CO2. Cette compagnie américaine est également très présente en Algérie dans les services pétroliers. L'Algérie dans le cadre de lutte mondiale contre le changement vise avec les partenaires étrangers à introduire la technologie de la séquestration du CO2. La première expérience en Algérie l'a été avec dans le champ de gaz d'In Salah.

De notre envoyé spécial à Oran, Khaled Remouche